3 1761 06561290 5

BRIEF
DKA
0009313

Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
by
The Estate of the late
Theodosius Burko

MICHEL LOZYNSKY

Comment les Polonais comprennent leur liberté

APPENDICE :

Les Aspirations des Polonais devant l'opinion publique française,

par V. K.

Traduction de G. BROCHER.

LAUSANNE
ÉDITION DE LA REVUE UKRANIENNE
1916

MICHEL LOZYNSKY

Comment les Polonais comprennent leur liberté

APPENDICE :

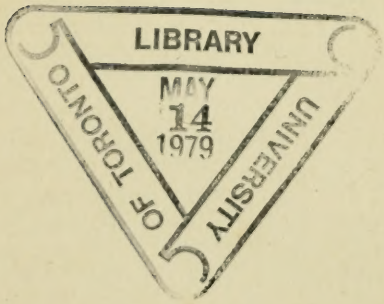
Les Aspirations des Polonais devant l'opinion publique française,

par V. K.

Traduction de G. BROCHER.

LAUSANNE
ÉDITION DE LA REVUE UKRANIENNE
1916

LAUSANNE. — IMPRIMERIE COOPÉRATIVE LA CONCORDE



brief
DKA
0009313

TABLE DES MATIÈRES

Pages

I. — Avant-Propos des Éditeurs 4

II. — Dr M. Lozynsky. — Comment les Polonais comprennent leur liberté. 7

III. — V. K. — Les aspirations des Polonais devant l'opinion publique française. 33

AVANT-PROPOS

A la frontière du monde germain et du monde slave, où se rencontrent et se mêlent la civilisation de l'orient et celle de l'occident, deux nationalités slavès vivent à côté l'une de l'autre depuis des siècles — ce sont les Polonais et les Ukraniens, qui font tant parler d'eux, surtout depuis le commencement de la guerre. Les rapports mutuels de ces deux peuples sont ou bien tout à fait inconnus ou fort peu compris dès savants et des politiques occidentaux, et en général de tous ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'étudier l'histoire de ces peuples, car souvent le passé explique le présent.

L'histoire des Polonais et celle des Ukraniens sont également glorieuses. Si le passé de la république polonaise vit encore dans la mémoire de chacun, la Pologne n'ayant disparu de la carte politique de l'Europe qu'il y a un peu plus d'un siècle, il en est tout autrement de l'Ukraine. Celle-ci doit restaurer son histoire d'après des documents beaucoup plus antiques. L'histoire nous apprend que les Etats des Princes ukraniens (Ruthènes) s'étendaient, au XIe et au XIIe siècles de la Mer Caspienne et des embouchures de la Volga jusqu'à celle du Danube, et l'influence politique de la principauté de Kiev, d'accord avec le commerce des négociants kiévains dépassait de beaucoup ces limites géographiques, embrassant Byzance et les bords de la Baltique.

La période où l'Etat ukranien, avec sa capitale Kiev, était glorieux et florissant remonte à une époque où la Pologne n'était encore qu'au berceau, et où les princes polonais n'auraient pu rêver à se comparer en puissance avec les princes ukraniens, et encore moins rivaliser avec eux, mais à la fin du XIIIe siècle, l'Etat kiévain des princes ukraniens est déjà entouré de tous côtés de puissants ennemis, d'énergiques rivaux. L'Etat Ruthène marche vite vers la décadence et son héritage politique passe entre les mains de la Lithuanie, puis de la Pologne.

Depuis ce temps commence dans les territoires de l'Etat polonais-lithuanien, une lutte inégale, dans laquelle le peuple ukranien, privé de droits politiques, anémié intellectuellement et économiquement a toujours été le plus faible et a toujours été forcé de défendre avec peine ses droits politiques et nationaux. Les péripéties de cette lutte abondent en instants tragiques. Rappelons seulement les luttes opiniâtres des boïards ukraniens contre les rois de Pologne, leurs gouverneurs et les magnats qui voulaient s'emparer des terres des seigneurs ukraniens sur lesquelles ils jetaient des regards envieux, rappelons aussi la défense de l'église orthodoxe ukranienne contre l'oppression de l'église romaine, qui était, en Pologne, un instrument de dénationalisation. Enfin l'épisode le plus tragique, c'est le combat sanglant des libres paysans ukraniens contre le servage et la soumission à la noblesse polonaise qui s'étaient emparée d'immenses latifundia dans les plaines fertiles de l'Ukraine.

Ainsi l'histoire a transmis au XIXe siècle deux peuples dont le sort avait égalisé les droits, et qu'il avait privés l'un et l'autre de leur propre Etat, et elle leur a remis un lourd héritage d'hostilité nationale, d'hostilité de classe, et d'incompréhension mutuelle.

Après les partages de la Pologne, les deux peuples furent placés dans de nouvelles situations politiques, mais les Polonais, au lieu de réparer leurs anciennes fautes contre leurs sujets non polonais, n'ont rien touvé de mieux que d'exercer leur influence et la force que leur donnait leur ancienne importance, pour continuer à tenir entre leurs mains les Ukraniens et pour empêcher par tous les moyens leur développement intellectuel, afin de les faire servir à leur but égoïste purement polonais. C'est ce que nous observons partout où les deux éléments, ukraniens et polonais, se coudoient, soit en Autriche, soit en Russie. La situation des Ukraniens en Galicie, grâce à l'intolérance politique des Polonais, qui possèdent toute l'autorité dans ce pays, est assez connue. On sait aussi qu'en Russie, les Polonais prétendent faire des Ukraniens un fertilisateur pour leur nationalité. La preuve en est l'opposition faite par eux lors de la séparation du pays de Kholm, territoire absolument ukranien, de l'ensemble de la Pologne, pour en faire un gouvernement particulier. Il faut remarquer que cette mesure du gouvernement russe a été dictée non par les intérêts nationaux du peuple Ukranien, mais par l'idée des nationalistes russes qu'au moyen de cette mesure on arriverait plus facilement à russifier les Ukraniens de Kholm.

L'histoire ne se renouvelle pas, mais les peuples, entraînés par des traditions historiques, répètent les mêmes erreurs fatales qu'avaient faites les générations précédentes. La dure école par laquelle a passé la nation polonaise pendant le XIXe siècle évidemment n'a rien enseigné à ses chefs. A peine la guerre actuelle a-t-elle réveillé l'espérance de pouvoir restaurer l'Etat indépendant de Pologne, que nous avons appris immédiatement que tout un chœur de

voix demandant la réunion à la Pologne, de l'Ukraine, de la Russie-Blanche et de la Lithuanie. A part de rares exceptions, tous les Polonais sont d'accord avec cette prétention, à en juger d'après les opinions de leur représentants politiques et publicistes en Russie, en Autriche et en Prusse. Ils mettent en avant les arguments les plus divers en faveur de cette réunion, et tous oublient la circonstance la plus importante, c'est que la réunion antinaturelle de ces quatre nationalités, qui, s'excluent mutuellement au point de vue du progrès national, a toujours été et sera toujours le talon d'Achille de la Pologne.

L'intolérance agressive, politique et nationale des Polonais envers leurs voisins fut, de l'aveu même des meilleurs historiens polonais, l'une des principales causes de la chute de la république polonaise. Cela ne confond pas les Polonais et ils veulent encore, dans leurs projets de restauration de la Pologne, découper des frontières complètement arbitraires, qu'aucune idée logique ne saurait justifier et tout cela seulement pour fortifier leur domination sur le peuple ukranien.

Cette brochure-ci offre à l'attention du lecteur une étude détaillée des projets de restauration de la Pologne et indique le point de vue ukranien sur cette question. La brochure est fondée sur des documents publiés en français et en allemand, elle permet de se former une idée complète des prétentions polonaises.

L'appendice facilitera la critique du but que se proposent les Polonais et des moyens dont ils disposent pour y arriver.

LES ÉDITEURS.

M. Lozynsky, Dr en droit.

Comment les Polonais comprennent leur liberté.

I. — Regard rétrospectif. „Liberté polonaise".

La Pologne fut une fois un Etat grand et puissant.

Mais sa grandeur et sa puissance ressemblaient à celle de la Russie actuelle. Le royaume de Pologne était grand et puissant parce qu'il avait réussi à subjuguer d'autres peuples, les Ukraniens, les Russiens-Blancs, les Lithuaniens, et à ériger sa grandeur et son pouvoir sur leur oppression.

Mais, comme cela est arrivé dans une série d'Etats construits sur la subjection d'autres peuples, la Pologne a aussi hâté son destin. Le premier coup mortel porté au royaume de Pologne fut le soulèvement de l'Ukraine sous Bogdan Khmelnitzky qui réussit à arracher[1] une bonne partie de ce pays au Royaume de Pologne. Un siècle plus tard (1772) eut lieu le premier partage de la Pologne, puis le second (1793) et enfin le dernièr (1795) alors le royaume de Pologne disparut de la carte d'Europe.

[1] Pour se protéger contre les efforts que tenteraient les Polonais pour reconquérir ce qu'ils auraient perdu, l'Ukraine a conclu une union réelle avec l'empire moscovite. Fréquemment la Russie fut aidée par les Polonais dans ses efforts pour mater les Ukraniens. Ainsi le traité d'Andrussov en 1667 partageait l'Ukraine entre les Polonais et la Russie. Dans la guerre qui éclata entre le roi de Suède Charles XII et Jean Mazeppa l'hetman d'Ukraine d'un côté, et le tzar Pierre-le-Grand de l'autre et où les Ukraniens cherchaient avec l'aide de la Suède à se séparer de la Russie, la Pologne était alliée à la Russie, ce qui a contribué à la victoire de la Russie à Poltava en 1709, laquelle a décidé du sort de l'Ukraine.

La participation aux guerres de Napoléon contre les trois puissances qui s'étaient partagées la Pologne (Autriche, Prusse et Russie) et les soulèvements contre les Russes en 1830, 1831 et 1863 (les soulèvements contre l'Autriche et la Prusse en 1848 furent écrasés dans leurs germes) n'ont pu changer de sort.

Les mouvements appelés « polonais » sont désignés dans les cercles libéraux d'Europe comme « luttes polonaises pour la délivrance » et les Polonais sont célébrés comme « un peuple de lutteurs pour la liberté ». Mais cette désignation ne correspond pas entièrement à la vérité sur les efforts polonais, car le but des soulèvements polonais n'était pas seulement la libération du peuple polonais de la domination étrangère et la fondation d'un Etat polonais dans le territoire ethnographique polonais, mais le rétablissement du royaume de Pologne dans ses limites historiques, c'est-à-dire un royaume qui comprendrait l'Ukraine, la Russie-Blanche et la Lithuanie outre la Pologne. Ce n'était donc pas une guerre de libération, car le but des Polonais n'était pas de délivrer les peuples soumis une fois au royaume de Pologne, de leur assurer une existence nationale, libre et indépendante, mais uniquement de les enlever à la Russie pour les soumettre à nouveau au royaume de Pologne[1].

Les idées qui dominaient les soulèvements polonais était une *compréhension particulière de la liberté*, l'idée que la liberté polonaise ne pouvait être une liberté complète, réelle, que si elle signifiait aussi la domination sur les peuples qui ont appartenu une fois au royaume de Pologne.

Ainsi lorsque les Polonais parlent de leur droit à la liberté ils y font entrer le droit de dominer les peuples anciennement soumis au royaume de Pologne; lorsqu'ils parlent de la libération de la Pologne, ils veulent dire que, sur tout le territoire de l'ancienne Pologne, on établira un Etat, où les Polonais auront le pouvoir en main.

Bref, la liberté polonaise, c'est la liberté de dominer les autres peuples, c'est-à-dire les Ukraniens, les Russiens-Blancs et les Lithuaniens, pour les opprimer.

Cette compréhension de la liberté polonaise n'a nullement été affectée par le développement historique du XIXe siècle qui a amené avec lui la reconnaissance générale du droit des nationalités à la liberté nationale. Les Polonais ont toujours pris soin

[1] Les Polonais ont poursuivi ce but non seulement par leurs soulèvements, mais dans toutes leur politique. Ainsi en Autriche ils ont su profiter des libertés constitutionnelles de telle façon à créer en Galicie un Etat polonais presque indépendant où la minorité polonaise qui ne compte que les 40 % de la population domine la population ukranienne qui habite en masse compacte la partie orientale du pays et les autres nationalités. [Juifs II %, Allemands I %].

Voyez pour les détails la brochure : Création d'une province ukranienne en Autriche, par Michel Lozynsky, publié par le Conseil général ukranien. Berlin 1915, K. Kroll, édit. — surtout au IVe chapitre: La Galicie sous la domitation polonaise 1861-1914.

d'invoquer à chaque occasion la liberté nationale, mais seulement pour eux; au contraire, ils considèrent que les peuples une fois soumis à la Pologne commettent un attentat contre ses droits nationaux, lorsqu'ils réclament la pleine liberté pour eux et résistent à la domination polonaise. La meilleure preuve de ceci nous est donnée par la politique polonaise pendant cette guerre mondiale.

II. — Conception polonaise de la délivrance de la Pologne par la guerre mondiale actuelle.

La guerre a trouvé la nation polonaise remplie d'un grand désir, la délivrance et le rétablissement de la Pologne. Mais quand à la manière de l'obtenir, les idées des Polonais là-dessus sont divisés en deux camps.

L'un composé de tous les partis légaux de la Pologne russe (parti réaliste conservateur, panpolonistes et démocrates) et les deux plus forts partis polonais en Galicie, savoir les panpolonistes et les Podoliens réunis, se fondant sur le manifeste du généralissime russe qui annonçait la délivrance de la Pologne du joug germanique (c'est-à-dire autrichien et allemand) et la réunion en un tout libre sous le sceptre russe, a proclamé son adhésion à la Russie et déclaré que la Pologne voulait être un rempart du monde slave et surtout de la Russie contre le Drang nach Osten germanique (poussée vers l'orient).

L'autre camp dans lequel les autres partis polonais de la Galicie (conservateurs de Cracovie, démocrates, populistes et social-démocrates) et les groupes socialistes de la Pologne russe sont groupés, et qui est représenté par le Comité national supérieur polonais, a annoncé son adhésion à l'Autriche et à l'Allemagne et exprimé le désir que les puissances centrales reconstituent un Etat polonais, qui servirait de rempart à la civilisation occidentale contre le danger russe.

Comme les territoires qui ont appartenu anciennement à la Pologne appartiennent à la Russie, excepté la partie orientale ukranienne de la Galicie, les Polonais russophiles sont forcés de taire leurs prétentions sur ces territoires. Au contraire, il en est d'autant plus parlé dans le camp du Comité national polonais supérieur, qui demande aux puissances centrales non seulement pour que tout le territoire soit arraché à la Russie, mais que la suprématie du peuple polonais sur les nationalités anciennement soumises à la Pologne soit assurée, preuve que les Polonais même dans ce moment de conflit universel, s'en tiennent à leur conception de la liberté polonaise.

Nous allons le montrer dans les chapitres suivants en nous basant sur des publications et des discours polonais.

1° *Exposition des relations nationales dans les territoires ukranien, russien-blanc, lithuanien soumis anciennement à la Pologne, puis à la Russie.*

Nous commençons par une représentation polonaise des rapports entre les peuples habitant les territoires lithuanien, russien-blanc et ukranien, confinant à la Pologne russe, et dans lesquels l'offensive actuelle des puissances centrales se développe.

Pour renseigner le lecteur allemand sur ces territoires, le Comité suprême polonais a publié une brochure de Léon Wasilewski sous le titre de : Die nationalen und kulturellen Verhältnisse in sogenannten Westrussland[1]. (Rapports nationaux et culturels dans le pays nommé Russie occidentale).

Sous le nom de Russie occidentale l'auteur comprend le territoire nord-ouest qui comprend les gouvernements de Kovna, Vilna, Grodna, Minsk, Witebsk, Mohilev, (c'est-à-dire la Lithuanie et la Russie Blanche, et le territoire sud-ouest qui embrasse trois gouvernements ukraniens sur la rive droite du Dnieper, la Volhynie, la Podolie et Kiev.

La tendance de cet ouvrage se voit déjà dès les premiers mots. La Russie occidentale s'étend exclusivement sur des territoires ayant appartenu à la république de Pologne[2].

C'est donc le plus important ! L'auteur passe simplement sous silence que ces territoires, au point de vue national-historique, ne sont nullement polonais, qu'avant d'appartenir à la république de Pologne ils formaient des Etats à part, comme l'Etat ukranien de Halytch-Volhynie, la principauté de Lithuanie et ensuite un Etat mixte, le royaume de Lithuanie-Ukraine et qu'ils ont été joints à la Pologne par la force, comme ils furent plus tard annexés à la Russie. En effet tout cela aurait pu inspirer au lecteur la conclusion que ces territoires ont autant de droit à la libération et à l'existence nationale que les Polonais, mais l'auteur veut faire entendre au lecteur que les puissances centrales ne veulent séparer ces pays de la Russie que pour les soumettre à la Pologne.

L'auteur se sert dans le même but de sa description des rapports entre les peuples des dits territoires. Il traite d'une manière tendancieuse l'importance des mouvements des diverses nationalités, afin d'amplifier l'importance de l'élément polonais dans les territoires en question.

Voici ce qu'il dit des Lithuaniens :

« Le mouvement lithuanien nationaliste possède un caractère culturel, sans avoir de tendances politiques bien claires... le mou-

[1] Vienne 1915. Edition du journal polonais « Polen », publié en allemand par le Comité suprême polonais.

[2] Ibid. page 7.

vement se distingue par sa fidélité à l'Etat russe et part surtout du point de vue des intérêts sociaux et économiques des paysans lithuaniens contre les polonais, comme représentants de la grande propriété... Le mouvement nationaliste lithuanien s'est fortement accru depuis 1904, lorsque l'interdiction de publier des livres en caractères latins fut supprimée... Mais le fond est bien modeste car il n'est nullement question de séparatisme de la part des Lithuaniens. Leurs revendications les plus extrêmes, qui furent exprimées à l'époque des grandes espérances révolutionnaires, ne dépassent pas la demande d'une autonomie limitée, et, dans les rêves des nationalistes, la Lithuanie autonome devait servir de rempart à la Russie d'ouest[1].

De plus il faut remarquer ce qui suit : les Lithuaniens sont un petit peuple dont le nombre ne dépasse pas deux millions d'habitants. Sous la domination polonaise, les couches supérieures ont été polonisées. Comme ces classes sont devenues polonaises, elles s'efforcent de poloniser encore plus la masse du peuple, et dans ce but elles profitent de l'église romaine — les Lithuaniens sont catholiques romains —. Le mouvement nationaliste lithuanien a donc à combattre, d'un côté les efforts de la polonisation, de l'autre les mesures arbitraires des Russes, qui travaillent fréquemment pour les Polonais. Ainsi par exemple, l'interdiction mentionnée par l'auteur d'imprimer des ouvrages lithuaniens en caractères latins a fort peu servi à répandre la culture russe, tout à fait étrangère aux Lithuaniens, mais en empêchant le développement de la littérature lithuanienne, elle a fortement diminué la valeur du rempart naturel du peuple lithuanien contre la polonisation.

Vu ces circonstances, ce n'est guère étonnant si le mouvement nationaliste lithuanien est modeste. C'est plutôt un sujet d'étonnement, qu'en face de deux ennemis mortels la polonisation et la russification, il ait pu résister et même faire des progrès, alors qu'il ne peut compter que sur ses propres forces. L'affirmation de l'auteur que le mouvement nationaliste lithuanien n'a aucune tendance politique est contredite par l'auteur lui-même, puisqu'il convient que les Lithuaniens réclament leur autonomie. Le reproche qui est fait aux nationalistes lithuaniens d'être si fidèles à l'Etat russe qu'ils ne veulent pas entendre parler de séparatisme, mais qu'au contraire ils rêvent de faire de la Lithuanie libre un rempart russe à l'ouest, sied d'autant moins à l'auteur que dans son propre peuple il y a un puissant camp dont les représentants dans les deux chambres du parlement russe ont déclaré, à la face du monde, que le peuple polonais veut être et sera un rempart de la Russie contre le danger prussien.

On comprend trop facilement pourquoi les Lithuaniens ne parlent pas de se séparer de la Russie. Comment un petit peuple pourrait-il réaliser cela contre un empire géant ! *Vana*

[1] Pages 13-14.

sine viribus ira ! Mais il ne s'en suit pas que les Lithuaniens résisteraient à une séparation de la Russie, une séparation qui leur apporterait une vraie libération nationale, c'est-à-dire qui la mettrait dans une condition capable de les délivrer non seulement de la russification, mais de les protéger contre les tendances polonisatrices et où leurs qualités individuelles pourraient se développer librement.

Les Russiens-Blancs sont bien plus nombreux que les Lithuaniens, on en compte plus de huit millions, mais leur situation est à bien des points de vue encore plus pénible.

Au point de vue de la langue, ils sont très rapprochés des Ukraniens, qui pourtant malgré cela reconnaissent sans réserve leur distinction nationale et même de toutes leurs forces les aident à les développer. Par contre ils sont russifiés d'un côté et polonisés de l'autre, et ici le gouvernement russe travaille encore plus par ses mesures pour les Polonais qu'il ne le faisait en Lithuanie. A l'époque où la Russie-Blanche appartenait à la Pologne, une partie de la population a accepté l'union avec Rome. Cette union a été abolie par le gouvernement russe et les Russiens-Blancs ont été contraints d'entrer dans l'Eglise orthodoxe. Mais la population tenait à cette union et refusait de devenir orthodoxe ; toutefois comme l'Eglise uniate avec son rite slave était interdite, les Russiens-Blancs adoptèrent le culte catholique romain. Mais l'Eglise catholique romaine a toujours eu dans ces districts un caractère national polonais. Les Polonais ont su admirablement profiter de cette circonstance pour poloniser les Russiens-Blancs catholiques. Au lieu de se contenter des particularités nationales ukraniennes, — ce qui aurait correspondu au véritable esprit catholique, — le clergé catholique polonais prêcha aux Russiens-Blancs que la religion catholique est une religion polonaise et que, puisqu'ils étaient catholiques, ils devaient se considérer comme Polonais. Ainsi nous voyons que l'interdiction par le gouvernement russe de la religion uniate a livré les Russiens-Blancs entre les mains des polonisateurs. Ce procédé de polonisation à l'aide du catholicisme est approuvé avec joie ouverte par M. Wasilewski.

Le mouvement national des Russiens-Blancs est opposé à la polonisation et de l'autre à la russification.

M. Wasilewski en parlant du mouvement nationaliste russien-blanc écrit :

« Depuis quelques années nous avons à faire avec le mouvement nationaliste russien-blanc, qui souligne la situation particulière des Russiens-Blancs comme nation indépendante. Ce mouvement n'a pu commencer qu'après 1905, lorsque l'interdiction de publier quoi que ce soit en langue russienne-blanche a été abrogée. L'agitation ne s'étendit pas beaucoup et les orthodoxes continuèrent à être russifiés, et les Russiens Blancs à être polonisés, d'autant plus que le gouvernement, par peur de voir s'éle-

ver un nouveau séparatisme analogue à celui des Ukraniens, mettait toute espèce d'obstacles à ce modeste mouvement démocratique » (page 28).

Le lecteur non prévenu conclura de ces explications polonaises que la faiblesse du mouvement nationaliste russien blanc est produit par une série de causes qui peuvent être écartées par une bonne organisation de l'Etat.

Puis vient le tour des Polonais. Leur nombre dans tout le territoire du « nord-ouest » ne monte pas, selon le calcul optimiste de l'auteur, à plus d'un million et demi. Pour augmenter ce nombre, l'auteur y ajoute d'un cœur léger deux millions de Russiens-Blancs catholiques qui passent pour graviter vers le polonisme, ainsi nous avons déjà trois et demi millions de Polonais dans le « nord-ouest de la Russie ». Comme les Polonais de ce territoire appartiennent aux classes supérieures, l'auteur les regarde comme le seul élément politique digne d'attention.

« Aujourd'hui les Lithuaniens et les Russiens-Blancs n'appartiennent pas à la Russie dans le sens propre du mot, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas Russes dans le sens de la civilisation nationale, parce que l'élément polonais s'y est opposé. Ni les Lithuaniens, ni les Russiens-Blancs ne pourraient résister à la politique russificatrice, si les *Polonais* comme dernier poste avancé de l'occident à l'est ne *veillaient* sur le caractère particulier *de la Lithuanie et de la Russie-Blanche* » (p. 34-35).

Ces paroles font voir la tartuferie de la politique polonaise. Pourtant le lecteur impartial tirera de l'aperçu de M. Wasilewski la conclusion que le seul but des Polonais était de poloniser les Lithuaniens et les Russiens-Blancs. Et en outre M. Wasilewski ose prétendre que les Polonais « veillaient sur le caractère de la Lithuanie et de la Russie-Blanche ».

La tâche principale de l'écrit de M. Wasilewski est, en manipulant les circonstances nationales et culturelles, de préparer une réponse à des questions purement politiques :

Sur qui devra-t-on s'appuyer dans une organisation du pays, à fonder sur de nouveaux principes ?

Quel élément y donne la garantie d'y préserver l'ordre normal ?

Il répond comme suit à ces questions touchant le nord-ouest de la Russie :

Les Lithuaniens sont un facteur d'une fermeté très limitée, car, « même dans le territoire ethnographique purement lithuanien, les éléments les plus influents (les intellectuels, la population urbaine, les grands propriétaires) n'appartiennent pas à la nation lithuanienne » (page 16).

« De quelque manière que nous voulions envisager le développement futur du mouvement nationaliste lithuanien, en ce moment, dans cet instant si important pour l'histoire, elle n'a pas d'importance politique, encore moins au point de vue de

l'histoire internationale. C'est pourquoi ce mouvement ne peut former la base de combinaison politique, celles-ci ne doivent reposer que sur la population polonaise et russienne-blanche catholique qui gravite autour du polonisme » (page 29).

« Sans égard à la manière dont se développera a l'avenir la vie intérieure de la Lithuanie et de la Russie-Blanche et au rôle qu'y joueront les divers éléments locaux, les Polonais, dans ce moment critique, y forment le seul élement organisateur dans le sens de la formation d'un Etat » (page 36).

L'auteur veut faire jouer aux Polonais le même rôle dans le sud-ouest de la Russie, c'est-à-dire dans les gouvernements ukraniens de Volhynie, de Podolie et de Kiev.

« La population polonaise — écrit-il — y est en nombre total et proportionnellement plus faible qu'en Lithuanie et en Russie-Blanche. Néanmoins grâce à sa situation économique et intellectuelle, elle forme un facteur très puissant de la vie locale. Avant tout, une partie très importante du sol lui appartient encore, de plus les Polonais sont nombreux dans les couches les plus riches de la population urbaine, les Polonais sont très nombreux surtout parmi les intellectuels. De plus nous rencontrons en Podolie et partiellement en Volhynie de nombreuses colonies de paysans polonais. Nous devons aussi considérer que les catholiques romains de ces endroits, d'origine ukranienne, gravitent vers le polonisme ; inconscients de leur nationalité, ils identifient nation et religion. Etant donné cela, les Polonais, qui ne forment pas plus que les 10 % de la population[1], représentent ici une très importante force sociale et intellectuelle » (p. 37-38).

L'auteur oppose à la « force » polonaise la « faiblesse » ukranienne. « En étudiant les conditions nationales et politiques du pays, il faut aussi prendre en considération le mouvement ukranien, quoiqu'il ait été jusqu'ici très faible, surtout sur la rive droite du Dnieper » (pages 38-39).

Le mouvement ukranien est trop fort et trop connu des cercles politiques en Europe pour que nous ne regardions pas comme superflu de le décrire et d'entrer dans une polémique sur les prétentions de l'auteur. Nous ne voulons établir que quelques points.

Pour refuser au mouvement ukranien toute importance dans les trois gouvernements susdits, l'auteur se fourvoie en avouant que ce mouvement possède une certaine force, mais seulement à gauche du Dniepre. Nous croyons qu'il suffit de démasquer cette « méthode » de l'auteur.

Nous avons deja vu qu'en Russie-Blanche M. Wasilewski compte tous les catholiques romains comme Polonais. Il fait de même pour les Ukraniens. Au contraire, s'il est un fait certain, c'est que même parmi les grands proprietaires terriens au sein

[1] Nous parlerons plus loin de ces « statistiques polonaises ».

desquels la polonisation avait poussé ses plus profondes racines, il se manifeste depuis un demi-siècle un courant en faveur de la nation ukranienne ; il y a dans cette catégorie des personnages qui ont joué et jouent encore un rôle distingué dans le mouvement ukranien. On peut d'autant moins déclarer que tous les catholiques appartiennent aux classes polonaises.

Les descriptions suivantes de l'auteur sont excessivement tendancieuses. Un point très sérieux en ce moment, c'est que les Ukraniens de Russie sont orthodoxes, qu'ils appartiennent à la religion officielle.

« La religion commune avec les Russes affaiblit en eux non seulement la conscience de leur caractère particulier, mais elle est aussi un fort lien entre eux et l'Etat russe » (page 40).

Au contraire il est certain que l'Eglise ukranienne orthodoxe s'est toujours opposée au centralisme ecclésiastique russe. Quoique l'autonomie ukranienne ait été détruite, la Russie n'a pas pu déraciner les traditions nationales parmi les Ukraniens. Il suffit de dire que le clergé de Podolie et de Volhynie a réclamé l'introduction de la langue et l'enseignement de la littérature ukraniennes dans les séminaires ecclésiastiques et l'autorisation de se servir de la langue ukranienne dans les Eglises. Il faut aussi remarquer qu'un ecclesiastique était un des leaders du club ukranien de la seconde Douma. De tout cela on peut conclure que si l'Eglise orthodoxe en Ukraine était délivree du centralisme ecclésiastique russe, elle ne soupirerait nullement après lui, mais qu'elle s'organiserait comme Eglise nationale indépendante, comme nous le voyons en Roumanie et dans d'autres Etats balkaniques.

Le but que l'auteur veut atteindre en rabaissant l'importance du mouvement ukranien peut se déduire de sa conclusion :

« Tout cela montre qu'à présent l'élément orthodoxe ukranien ne peut en aucun cas servir de base à des combinaisons politiques dans l'intérêt de l'ouest et que de longues années passeront avant que cet élément ait la conscience de son indépendance et de son caractère national en face du monde orthodoxe russe » (page 41).

On sait depuis longtemps que le plus grand désir des Polonais c'est que le peuple ukranien n'arrive jamais à avoir une valeur sur son propre sol...

Outre les trois gouvernements ukraniens déjà nommés, il y a encore un territoire ukranien qui appartient au gouvernement général de Kiev, c'est le pays de Kholm qui, il y a quelques années, fut séparé de la Pologne russe et organisé en gouvernement séparé. Les Polonais se sont opposés de toutes leurs forces à cette séparation et ils l'appelèrent le quatrième partage de la Pologne. Si le pays de Kholm n'est pas mentionné dans l'écrit de Wasilewski, c'est que les Polonais, malgré la séparation, le considèrent comme partie intégrale du royaume de Pologne, indivi-

sible selon eux. Pourtant il faut à propos de Kholm établir ceci :

C'est un territoire historique ukranien, partie intégrale de l'Etat de Halytch-Volhynie, laquelle a conservé jusqu'ici son caractère national historique, malgré les efforts faits pendant longtemps pour la poloniser ou la russifier. L'élément ukranien y a été persécuté cruellement pendant la dernière moitié du XIXe siècle, surtout à cause de sa religion uniate. Celle-ci fut supprimée par le gouvernement russe et les Ukraniens uniates furent inclus de force dans l'Eglise orthodoxe officielle. Les habitants de Kholm furent soumis à un vrai martyre à cause de leur foi uniate et il y eut encore la polonisation. Car, lorsque l'Eglise uniate avec son rite slave fut interdite, ils passèrent au catholicisme romain par attachement au catholicisme. Alors les prêtres polonais leur prêchèrent que la religion catholique était la religion polonaise et que, puisqu'ils étaient catholiques à présent, ils devaient aussi se faire Polonais. Bref, ici se répéta le même procédé de polonisation de l'élément ukranien par l'abus du catholicisme dans un but de nationalisme polonais, comme M. Wasilewski l'avait déjà décrit pour les Russiens-Blancs et de même aussi les Polonais considèrent tous les Ukraniens catholiques du pays de Kholm comme des Polonais. Mais en réalité le nombre des Polonais dans le gouvernement de Kholm ne dépasse pas les 20 % de la population et toutes les visées des Polonais sur ce pays doivent être mises sur le même rang que leurs prétentions sur d'autres territoires ukraniens.

L'idée fondamentale de l'œuvre de M. Wasilewski est donc que dans les territoires ukraniens, russiens-blancs et lithuaniens, où l'offensive des empires centraux se développe, les Polonais seuls peuvent être considérés comme un élément capable de s'organiser, et pourtant ils ne forment qu'une petite minorité dans ces pays ; dans les gouvernements ukraniens sur la rive droite du Dniepre, ils forment même une minorité qui tend à disparaître. L'auteur veut faire croire qu'après la séparation de ces territoires de la Russie, seul un Etat polonais peut être établi, auquel les Ukraniens, les Russiens-Blancs, les Lithuaniens devront se soumettre.

Pour caractériser la pensée politique polonaise, il faut ajouter que M. Wasilewski, publiciste distingué, appartient au parti socialiste polonais de Russie (Polska Partya Socyalistyczna — P. P. S.). Parmi ses œuvres politiques on en trouve aussi une qui a pour titre : *Les nationalités opprimées par le tzarisme*, où il prêche que tous les peuples opprimés par ce tzarisme, mais surtout ceux qui sont limitrophes de la Pologne, les Ukraniens, les Russiens-Blancs, les Lithuaniens doivent s'unir aux Polonais contre l'ennemi commun, le tzarisme, pour arriver à la liberté. Voyons à présent ce que le leader socialiste veut dire. Au moment où les peuples susdits seront vraiment délivrés, il demande aux libérateurs, les puissances centrales, de remettre ces popula-

tions à la domination, exclusive de la minorité, en train de disparaître, des grands propriétaires fonciers polonais. Le point de vue politique socialiste, c'est que le pouvoir politique doit appartenir à la minorité. Le point de vue économique du socialisme, c'est que la grande propriété est une classe à combattre au point de vue de la justice sociale, mais le socialisme polonais demande que dans les pays ukraniens, russiens-blancs et lithuaniens les grands propriétaires fonciers deviennent les seuls maîtres de ces peuples. Voilà la justice politique et sociale des socialistes polonais à l'égard des peuples soumis anciennement à la Pologne !

2° *Etat polonais indépendant.*

Ce que M. Wasilewski indique seulement dans son esquisse ethnographique, un autre publiciste polonais M. Guillaume Feldmann, rédacteur de la revue mensuelle progressiste *Krytyka* (de Cracovie), démocrate radical, très rapproché des idées socialistes, explique le programme politique du peuple polonais dans la guerre actuelle, dans son œuvre : « L'Allemagne, la Pologne et le danger russe [1] ».

Les puissances centrales, après avoir battu complètement la Russie, devront donc établir un Etat polonais indépendant dont M. Feldmann décrit la superficie et les frontières, dans la quatrième partie de son œuvre. Après avoir décrit la situation de la population dans la « Pologne du Congrès », il continue :

« Avant le partage de la Pologne, la Lithuanie et la Ruthénie étaient unies à ce pays. La Lithuanie comprend les gouvernements de Vilna, de Kovno, de Grodno, de Vitebsk, de Minsk, de Mohilef, avec les capitales du même nom [2] ».

[1] Avec une préface du Dr Alexandre Bruckner, professeur de l'Université de Berlin, 1915. — Nous ne pouvons nous laisser aller ici à une critique de l'œuvre complète de Feldmann, mais nous considérons qu'il est nécessaire de faire remarquer ce qui suit : Ce livre est au fond une réfutation d'un volume publié à Lvof en 1908 et écrit par le leader panpoloniste Roman Dmovski, lequel passe pour être le fondateur et leader du camp polonais russophile. L'œuvre de Dmowski est intitulée : « L'Allemagne, la Russie et la question polonaise » ; l'auteur y décrit la Pologne comme un rempart du slavisme et surtout de la Russie contre le péril germanique et en conséquence il réclame pour son peuple une situation politique qui lui permette de remplir sa mission de « glacis de la Russie à l'ouest ». — M. Feldmann au contraire se sert des mêmes phrases pour représenter la Pologne comme le rempart de l'ouest, surtout de l'Allemagne contre le péril russe et dans ce but il réclame le rétablissement d'un Etat polonais indépendant. Il faut remarquer que M. Feldmann — évidemment par une intention politique — cherche à rabaisser la signification du camp russophile dans la Pologne russe et passe simplement sous silence l'existence de ce parti en Galicie. — Voir encore la brochure *Documents du russophilisme polonais*. Avec une introduction : « La propagande russe et ses partisans polonais en Galicie », par Michel Lozynsky, Dr en droit, publiée par le Conseil général ukranien en Autriche. Berlin, 1915. — En commission chez Karl Kroll. Berlin, page 14.

[2] Sous le nom de Lithuanie, l'auteur comprend la Lithuanie, dite historique, qui embrassait le territoire ethnographique lithuanien et russien-blanc. Ce territoire s'appelle dans la terminologie administrative russe « territoire du nord-ouest ».

La Ruthénie s'étend sur les provinces de Podolie, de Volhynie et l'Ukraine proprement dite qui ont pour chefs-lieux Jytomir, Kamienets-Podolski et Kief[1].

Les Polonais forment dans ces provinces, qui étaient anciennement la *Pologne orientale*, l'élément permanent à côté des Lithuaniens et des Ruthènes, mais ils les surpassent bien par la tradition, l'instruction et la fortune.

Ainsi les territoires ukraniens, lithuaniens, russiens-blancs, qui sont infiniment plus etendus que le territoire polonais, sont, pour le démocrate-radical Feldmann, seulement la Pologne orientale !

Nous demandons qu'elle différence il y a, au point de vue du droit des peuples, entre M. Feldmann et le gouvernement russe qui, niant la caractéristique nationale de ce territoire, les désigne sous le nom de Russie occidentale ?

Voyons à présent comment M. Feldmann établit le caractère polonais de ces territoires.

« La province de Vilna contient 26,5 % de Polonais, mais les 60,3 % de la propriété foncière est entre leurs mains. La province de Kovno contient 11,4 % de Polonais qui possèdent 63,2 % de la propriété foncière. Dans la province de Grodno, les Polonais forment 17 % de la population et possèdent 44 % du sol. La province de Minsk compte 11 % de Polonais qui sont les maîtres de 37 % de la propriété foncière individuelle. La province de Mohilev montre 3 % de Polonais avec 28 % de la propriété individuelle. Dans la province de Witebsk, les Polonais font 8,6 % et possèdent 39 % de la propriété foncière particulière.

» Dans les provinces ruthènes, la population polonaise se divise comme suit : Volhynie, 10,5 % de Polonais avec 45,7 % de propriété privée. Podolie, 8,9 % avec 53 % de la propriété privée. Ukraine (c'est-à-dire le gouvernement de Kief) 3,2 % de Polonais avec 41 % de la propriété foncière individuelle. »

Quant aux chiffres donnés, il ne faut pas leur accorder une trop grande confiance. Ainsi la proportion des Polonais en Volhynie n'est que de 6 %, en Podolie de 2 %, dans le gouvernement de Kief aussi 2 %[2]. Si nous comparons ces chiffres avec ceux de M. Feldmann, nous voyons combien sa statistique est falsifiée en faveur des Polonais. La cause de ce secret statistique nous a été découverte par M. Wasilewski : tout ce qui est ou fut catholique est compté comme Polonais. Il faut toujours avoir cela devant les

[1] D'après la terminologie en usage en Pologne, on appelait Ukraine seulement le territoire frontière qui forme à présent le gouvernement de Kief. C'est de cette terminologie que se sert M. Feldmann, appelant le gouvernement de Kief l'Ukraine proprement dite. A présent, on nomme Ukraine tous les territoires habités par les Ukraniens : L'emploi de la réelle terminologie polonaise Ukraine, Ukranien, ne peut que troubler les esprits, c'est peut-être ce que se proposait M. Feldmann ?

[2] *Ukraina und die Ukrainer* von Dr. Stefan Rudnyckyj, Privatdozent der Geographie an der Universität Lemberg, Wien 1914. P. 6.

yeux pour ne pas être induit en erreur par les statistiques polonaises.

Et à présent, abstraction faite des statistiques « embellies », le *principe lui-même !* Les statisticiens polonais attribuent une plus grande importance à la propriété foncière polonaise dans les territoires ukraniens sus-dits, qu'à la statistique de la population polonaise. Quelque minime qu'y soit celle-ci, la propriété foncière appartenant aux Polonais est la meilleure preuve de la force de l'élément polonais.

La statistique de la propriété foncière dans les territoires ukraniens sus-dits joue un très grand rôle dans les publications polonaises et pourtant elle est fausse, d'une *fausseté raffinée*, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Ce raffinement consiste en ceci, que les statisticiens polonais, en parlant de la propriété foncière privée, se taisent sur le fait que l'idée de la propriété privée en Russie, ne coïncide pas du tout avec l'idée qui domine en Europe.

La propriété foncière en Russie se divise en :

1° Propriété foncière publique. (Apanages, propriétés de l'Etat, propriétés des églises).

2° Propriété paysanne comprenant les terres allouées aux paysans lors de la suppression du servage en 1861.

3° Propriété privée. Ces trois catégories sont, dans les provinces ukraniennes mentionnées, dans les rapports suivants : 1° La propriéte publique forme les 10 %. 2° La propriété foncière paysanne forme les 44 %. 3° La propriété privée forme les 46 % de la surface du sol. La catégorie de la propriété foncière se divise encore en propriété non personnelle (c'est-à-dire en biens de mainmorte, Note du traducteur), institutions, corporations, etc., et en propriété personnelle, qui forment 41 % du sol des provinces ukraniennes ci-dessus. Finalement la propriété personnelle se divise en plusieurs catégories, parmi lesquelles à savoir : les biens de la noblesse forment 33 % de l'ensemble du sol dans les provinces ukraniennes mentionnées.

Dans toutes les catégories de la propriété privée, les Polonais ne sont fortement représentés que dans les biens de la noblesse. Donc, quand les statisticiens polonais prétendent qu'en Volhynie, en Podolie et dans le gouvernement de Kief, 46 % de la propriéte privée est entre les mains des Polonais, il faut toujours bien tenir compte que l'on n'a pas à faire ici avec la propriété foncière dans le sens européen, mais dans l'acception russe de la propriété privée et que les Polonais, dans la catégorie de la propriéte personnelle, sont représentés exclusivement comme propriétaires nobles. Puisque la catégorie de la propriété foncière ne représente que les 41 % du sol et que les Polonais ne possèdent au plus que les 46 % de ces 41 %, la propriété foncière dans ces provinces ukraniennes ne monte qu'au 16,9 % du sol.

La conclusion c'est donc que les Polonais en Volhynie, en Podolie et dans le gouvernement de Kief forment au plus 3,3 % de la population générale et possèdent environ 16,9 % de l'ensemble du sol. Donc 3 ou 4 % de Polonais dans les trois gouvernements ukraniens devront exercer une autorité absolue sur des millions d'Ukraniens? L'antique territoire ukranien doit être regardé comme la « Pologne orientale » parce qu'environ le 45 % de la propriété foncière privée (donc seulement d'une minorité) se trouve entre les mains des Polonais par suite d'une conquête ancienne du royaume de Pologne et de l'état arriéré des conditions agraires. On se demande dans quel siècle nous vivons pour qu'il soit possible de prêcher de tels principes politiques? Nous devons rappeler à M. Feldmann, radical teinté de socialisme, que nous avons depuis longtemps laissé derrière nous le servage aboli en 1861. Ce n'est que dans un état de servage, où les droits politiques et le droit des hommes ne sont qu'un privilège des seigneurs fonciers, qu'on peut avancer de pareils principes [1], mais pas au XXe siècle où nous avons le suffrage universel indirect et où nous voyons les puissances centrales marcher vers une certaine socialisation de l'ordre social.

Voici la conclusion de M. Feldmann : « La Pologne russe et les pays limitrophes, autant qu'ils sont de culture et de tradition polonaises et montrent une certaine proportion de catholiques et de propriété foncière polonaise, permettent d'appeler à la vie un Etat polonais, sinon avec son ancienne splendeur et son ancienne étendue, mais pourtant avec une vingtaine de millions d'habitants et une communication sur la mer baltique (vers Polanyen, où le pays ethnographiquement est polonais). Au point de vue militaire, cela donnerait au bout de quelques années environ 2 millions de soldats qui seraient, au besoin, capables de remplacer l'aide italienne ou roumaine. Politiquement parlant, c'est le meilleur et même le seul rempart contre le Tsarisme » (pages 79-80).

M. Feldmann cherche à embellir d'une phraséologie libertaire ses demandes qui doivent être énergiquement condamnées au point de vue du principe de la liberté des nationalités. En se rap-

[1] Cet écrivain applique ces principes exclusivement aux peuples subjugués autrefois par la Pologne, mais il n'en fait pas un usage général, car tandis qu'il donne le nombre d'Allemands dans la Pologne du Congrès, il se tait sur la part du capital allemand dans la production du pays. Il proteste aussi contre la déclaration faite dans le 22me fascicule du *Germanisme à l'Etranger* que les Allemands, en Pologne russe, verraient avec défaveur l'annexion des gouvernements à demi germanisés de Petrikau et de Kaliche avec les districts industriels de Lodz, Tsentokhau, Sosnovitz. En réfutant cette déclaration, M. Feldmann écrit : « L'auteur nomme des susdits gouvernements à moitié germanisés, mais voici les chiffres qu'on peut opposer à cette prétention : Dans le gouvernement de Petrikau, la proportion des Allemands est de 12,9 %, dans celui de Kaliche 8,8 %. Les conditions ne sont plus favorables qu'à Lodz, mais un îlot ne peut servir de mesure de comparaison (page 77, note). Mais le territoire ukranien en question, puisqu'on n'y trouve que le 3 ou 4 % de Polonais, doit être regardé comme la Pologne orientale et être annexée à la Pologne comme la Lithuanie et la Russie-Blanche.

portant aux idées de l'écrivain politique allemand, le Dr Paul Rohrbach, qui voit le but de la guerre actuelle et même de la prochaine guerre contre la Russie, le démembrement du colosse russe dans ses parties naturelles, historiques et ethnographiques[1]. M. Feldmann ajoute :

« L'idée générale de M. le Dr Rohrbach met vraiment le doigt sur la blessure et explique d'une façon moderne les demandes assez anciennes d'une politique prévoyante... L'écrivain de ces lignes a aussi fait de la propagande en faveur de cette idée dans la revue *Krytyka* qu'il rédige. Mais on ne peut agir de la même façon dans la paix, alors qu'on croit avoir devant soi de longues années pour l'agitation et les préparatifs, qu'en temps de guerre où l'on brandit d'une main l'épée et de l'autre la plume pour fixer les conditions de paix au moment opportun.

» On ne peut octroyer de nouveaux Etats ! Pour la création de tant d'Etats, l'écrasement irréparable de la Russie serait la condition inéluctable. Est-ce que ces désirs pourront être réalisés ? Et si cela se pouvait, on aurait encore à envisager une autre difficulté plus sérieuse. Un Etat est un organisme, non une machine ; il doit croître de lui-même et arriver à maturité ; un peuple mal mûr, qui ne représente qu'un matériel ethnographique, ne peut en un jour, pas même en une génération, former un Etat. Le récent exemple de l'Albanie en est une preuve patente. Si nous avons en vue non une individualité politique déterminée qui a déjà montré de son côté sa maturité, nous faisons de la politique doctrinaire, non de la politique pratique. Les idées de M. Rohrbach peuvent et doivent être un programme pour l'avenir ; il faut donc insister énergiquement sur l'autonomie nationale des peuples subjugués par la Russie ; la Finlande, l'Ukraine, etc. doivent aussi réclamer leur indépendance, mais le voisin le plus rapproché de la Prusse, lequel a formé son individualité historico-politique et qui est capable de vivre en Etat, dont l'existence est un tampon entre la Prusse et la Russie, le plus important est encore la Pologne » (Voir p. 73-74).

Et à un autre endroit :

« Seule une Pologne indépendante peut servir d'exemple aux autres peuples qui souffrent sous le joug des Tsars et leur faire voir comment l'œuvre de libération peut être appliquée » (P. 86).

Nous admettons la vanité de M. Feldmann où il se met au rang d'une politique pénétrante et voudrait faire croire qu'il possède en sa personne le génie d'un Bismarck et d'un Moltke. L'autoréclame est une affaire de goût ! Nous lui accordons aussi ses explications de Mentor sur les principes sociologiques de l'Etat. Nous savons bien ce qu'il voulait dire : que parmi les peuples

[1] Ces parties, selon Rohrbach, sont la Finlande, les provinces baltiques, la Lithuanie, la Pologne, la Bessarabie, l'Ukraine, le Caucase, le Turkestan. Ce qui reste, la Grande Russie ou Moscovie et la Sibérie, qui dans sa partie occidentale ne forme qu'une prolongation de la Grande Russie, se tient naturellement ensemble.

soumis à la Russie, seuls les Polonais sont mûrs pour former un Etat, seuls ils sont capables d'une vie politique ; c'est un point de vue qui indique seulement la folle vanité des Polonais.

Nous voulions seulement montrer comment M. Feldmann, sous le masque d'un ami de la liberté, prêche la politique de subjection. Oui, c'est pour la libération de tous les peuples soumis au joug russe ; il a prêché ces idées pendant des années, il veut que l'exemple de la Pologne leur soit un exemple éclatant, mais, en passant, les puissances centrales doivent soumettre plusieurs de ces peuples aux Polonais qu'on veut délivrer. On demandera donc à M. Feldmann comment l'Ukraine, la Russie Blanche ou la Lithuanie pourront arriver à l'indépendance politique. Sera-ce peut-être par le démembrement de la Russie dans ses parties constitutives, naturelles, historiques et ethnographiques ?

Pour gagner l'opinion publique à l'organisation d'un Etat polonais prêché par lui, M. Feldmann adresse ces paroles à « l'idéalisme allemand » :

« Grande et puissante est l'influence d'une pensée mondiale ! La reconnaissance de la valeur de l'Angleterre, dont ce pays jouissait, dut être autant attribuée au fait que les intellectuels rattachaient toujours la Grande Bretagne à l'idée de constitutionalisme. Est-ce que la sympathie pour la France ne vient pas souvent de la gratitude souvent inconsciente pour les Droits de l'homme ?

Seul un aveugle ou un homme qui veut l'être pourrait omettre ce que l'Allemagne a déjà fait pour l'humanité. En effet, l'idée de nationalité est un enfant spirituel de l'idéalisme allemand de Herder, et de la guerre de délivrance allemande. Peut-on admettre que l'Angleterre qui a subjugué le plus grand nombre de nations, et la Russie qui opprime le plus grand nombre de peuples, jusqu'à présent, de la façon la plus honteuse, s'emparent de cette idée, de cette propriété allemande ?

« ... Il s'agit d'un grand mouvement moral, d'une nouvelle vague du vrai idéalisme allemand qui, une fois, a gagné à l'Allemagne l'admiration et la sympathie de tout le monde civilisé et qui à présent, rajeuni, pourvu de moyens modernes de réalisation (car le « militarisme » allemand conduit proprement à la socialisation !) s'accorde parfaitement avec les besoins et les intérêts d'une politique pratique. La reconnaissance du principe des nationalités ne peut être qu'avantageux aux Allemands. L'Allemagne ne veut exister en Europe que comme un Etat national... Il n'est pas si facile à l'Angleterre de reconnaître consciemment les principes des nationalités, car elle devrait montrer que les Irlandais, les Hindous, les Egyptiens, etc. sont contents de leur sort. La Russie pourrait d'autant moins l'appliquer, car les Polonais, les Finlandais, les Lettons, les Arméniens, etc., etc. suivraient leur propre voie » (P. 95-97).

Où l'idéalisme allemand devrait reconnaître le principe des nationalités, M. Feldmann considère qu'il vaut mieux que les Polo-

nais emploient envers les autres peuples, le principe de l'asservissement ! L'Allemagne doit se garder de violer le principe des nationalités par l'annexion d'une part du territoire polonais conquis par elle sur la Russie, car outre qu'il irait à l'encontre de l'idéalisme allemand, l'exemple de l'Angleterre et de la Russie auxquelles la question des nationalités donne tant de fil à retordre, devrait l'en détourner. Mais la Pologne saura bien tenir la bride aux Ukraniens, aux Russiens-Blancs, aux Lithuaniens pourvu que les puissances centrales l'aident à les subjuguer ! Voilà ce que veut l'« idéalisme » polonais, fidèlement décrit par le démocrate-radical Feldmann teinté de socialisme !

3° *Etat fédératif. — Autriche-Hongrie-Pologne.*

Le même point de vue envers les peuples anciennement soumis à la Pologne et sur la question de la libération de la Pologne est adopté par le publiciste panpoloniste Vladyslav v. Gizbert-Studnicki dans son ouvrage *La transformation de l'Europe centrale par la guerre actuelle. La question polonaise et sa signification nationale.* (Hermann Goldschmiedt, Vienne, éditeur) — avec cette différence que, panpoloniste, il dit ouvertement ce que M. Feldmann cherche à cacher sous un masque libertaire.[1]

Nous pouvons donc directement passer à l'exposition des déductions de M. Studnicki. Il dit :

« La Russie possède, dans les 80 % de l'ancien Etat polonais, le royaume de Pologne, qui, par rapport à sa population est la partie la plus essentielle de la Pologne, car elle ne possède comme élément étranger que 13 % de Juifs, et 3 % d'Allemands.[2] De plus la Russie possède les vastes territoires de la Lithuanie, de la Russie-blanche et de la Petite-Russie, où de ce côté de la frontière de l'ancien royaume de Pologne, il n'existe aucun élément populaire hors de l'élément polonais qui soit puissant économiquement, mûr politiquement et capable de se gouverner. *Aussi la Galicie, on pourrait en faire un puissant organisme politique.* (v. p. 12.)

[1] Depuis quelque temps M. Studnicki suit sa propre voie : par exemple il fait le diplomate sur le rétablissement de la Pologne non avec la Russie, comme le parti panpolonais, mais, comme son ouvrage le prouve, avec les puissances centrales. Pourtant c'est un des fondateurs et des principaux représentants de la pensée panpolonaise, dont le fond même est le traitement des peuples anciennement soumis au royaume de Pologne ; l'idée panpoloniste demande que ces peuples, par la violence, soient forcés à abandonner leur caractère national, et que par une colonisation adéquate de leur territoire par l'élément polonais, ils soient supprimés comme nations séparées. Cette idée panpoloniste est en grande partie, un enfant spirituel de M. Studnicki, qui l'a prêchée pendant des années dans la presse panpoloniste et dans d'autres feuilles polonaises.

[2] D'après Feldmann la population du royaume de Pologne serait : Polonais, 73,84 % ; Juifs, 13,71 % ; Allemands, 4,42 % ; Lithuaniens, 3,84 % ; Ukraniens, 3,28 % ; Russes, 1,00 % ; Russiens-blancs, 0,20 % ; autres 0,14 %. La différence entre Feldmann et Studnicki prouve aussi que les publicistes polonais ne sont pas très sûrs de leurs statistiques.

« Si l'on tient compte de l'influence catholico-polonaise, il faudrait étendre les frontières du nouvel Etat polonais jusqu'à la Dvina, à la Bérésina et au haut Dnieper, on laisserait donc à la Russie le gouvernement de Kiev, sauf le district de Berdytchev mais pas la Volhynie et la Podolie russe.

« Si les frontières de l'Etat polonais n'atteignent pas le Dnieper et ne forment, vers le sud, qu'une étroite bande, par motifs stratégiques, les Polonais formeront les 60 % de la population générale.

« L'Etat polonais prévu aurait encore une densité plus grande de population polonaise, par l'adjonction de la Galicie. (v. p. 13)

« La consolidation d'un organisme puissant des vastes territoires de l'ancienne république de Pologne devrait donc avoir lieu aussitôt qu'on aura arraché aux Russes leurs possessions de Pologne. (v. p. 14.)

« Les éléments populaires russiens-blancs et lithuaniens seront facilement et vite assimilés par la population polonaise, car les couches supérieures sont presque exclusivement composées de Polonais qui, par leur situation supérieure imposent aux autres éléments et par conséquent possèdent une grande force assimilatrice. Comme les Polonais dans les territoires en question n'ont pas de concurrents dans leurs efforts civilisateurs, les Lithuaniens, avec une population de 1,8 million par suite de leur minorité n'ont pas la possibilité d'une civilisation à eux, ils sont obligés de se rapprocher des sphères psychiques polonaises, russes ou allemandes, selon que leur partie du territoire est plus ou moins près d'un de ces éléments culturels. (v. p. 15.)

« *Seuls les Petits-Russiens ou Ukraniens, quoiqu'ils ne soient pas encore consolidés en une vraie nation, sont les adversaires des Polonais.* Déjà au temps de l'indépendance de la Pologne, le gouvernement russe savait les exciter à des expéditions de brigandage et à des émeutes contre la république.[1]

Une très grande prépondérance de cet élément dans l'Etat polonais serait onéreux et peut-être même dangereux.

Pourtant ceci n'est pas à craindre des Ruthènes de Galicie qui sont au nombre d'un peu plus de 3 millions, auxquels on pourrait encore adjoindre 1 ou 2 millions de leurs compatriotes de Podolie et Volhynie. » (v. p. 16.)

Voilà d'après Studnicki, l'étendue et la possibilité de développement du futur Etat polonais.

Pour dissiper tout doute sur le succès de l'élément à s'emparer de la domination sur d'autres peuples, M. Studnicki assure

[1] C'est ainsi que les historiens polonais décrivent les soulèvements de l'Ukraine contre les Polonais et vice-versa par les Russes ; les insurrections contre le tzarisme ; de même le mouvement ukranien contemporain est désigné dans des cercles polonais et russes comme une intrigue prussienne. Nous pouvons aussi rappeler aux Polonais que la situation en Pologne est aussi désignée dans certains cercles russes comme le résultat d'intrigues prussiennes.

que le gouvernement polonais organisera dans les territoires ukraniens, russiens-blancs et lithuaniens une colonisation polonaise intensive « à la prussienne » de laquelle on doit attendre une rapide extension du polonisme et en même temps du catholicisme dans l'Est du pays. » (v. p. 14—17.)

M. Studnicki explique tout aussi franchement et honnêtement pourqui il demande la subjection des territoires ukraniens, russiens-blancs, et lithuaniens à l'Etat polonais.

« Une Pologne renouvelée dans ses limites ethnographiques, écrit-il, serait trop densement peuplée et son industrie à laquelle serait fermé le marché russe qui absorbe les 30 ou 35 % de sa production, péricliterait. Ce serait un Etat qui n'offrirait aucun placement avantageux au capital. Il en serait tout autrement dans un Etat compris dans les vastes limites suivantes : le gouvernement de Kovna, de Vilna, de Grodna, de même qu'une partie du gouvernement de Minsk, la Podolie, la Volhynie, avec un débouché sur la Baltique, c'est-à-dire une partie de la Courlande. Une importante partie des exportations industrielles du royaume, qui figure comme exportation en Russie va dans les territoires qui consomment une part des produits russes. Sa consommation industrielle offrirait une complète compensation pour la perte subie par l'absence de consommation russe.

Les canaux et rivières par lesquels on devrait joindre ces territoires au royaume, la construction de chemins de fer qui favoriseraient l'augmentation de la population et finalement la colonisation et l'*établissement de moyens de communications vicinales* assureraient dans ce nouvel Etat des placements très avantageux. (v. p. 17—18.)

Quant à la signification internationale d'un tel Etat polonais pour l'Allemagne, M. Studnicki écrit :

« Un Etat polonais dans les frontières ci-dessus désignées séparerait absolument l'empire allemand de la Russie. Il s'en suivrait non une diminution, non *une régularisation* mais une suppression de la frontière russo-allemande.....

« Le développement d'une politique polonaise, dirigée contre l'empire allemand peut être empêché. L'union réelle des Etats-Unis de Pologne, Hongrie, Autriche, avec un ministère commun des affaires étrangères sous l'*influence de la Hongrie* qui n'aurait aucun motif d'antagonisme contre l'Allemagne et qui serait uni à ce dernier pays par la reconnaissance de l'avoir sauvée de la Russie, et l'influence de l'Autriche qui après la cession de la Galicie à la Pologne aurait une majorité solide au Reichsrat, empêcheraient tout développement de tendance hostile à l'Allemagne du côté de la Pologne. » (v. p. 18—19.)

Comme nous le voyons le futur royaume de Pologne serait, selon Studnicki, beaucoup plus vaste que ce ne serait le cas d'après Feldmann, car il comprendrait non seulement la partie de l'ancienne Pologne devenue russe au partage du pays, mais la

partie appartenant à l'Autriche (M. Studnicki respecte la partie appartenant à la Prusse) ; d'un autre côté la Pologne ne serait pas complètement indépendante, mais sur le principe d'une union réelle elle ferait partie d'une monarchie triplicienne Autriche-Hongrie-Pologne, de cette manière M. Studnicki pense dédommager l'Autriche de la cession de la Galicie à la Pologne.

M. Studnicki diffère aussi de M. Feldmann en ce qu'il pèse soigneusement quels peuples et quelle portion de ces peuples le futur Etat polonais pourrait absorber. C'est un honneur particulier pour le peuple ukranien que M. Studnicki le regarde comme peu *digestible pour l'estomac polonais*. C'est pourquoi il renonce au gouvernement de Kiev (à l'exception du district de Berdytchev ou la proportion de Juifs et de Polonais est un peu plus élevée).

De certains cercles politiques en Prusse doivent être très reconnaissants à M. Studnicki de ce qu'au nom de ses compatriotes il donne de si grandes louanges à la politique prussienne de colonisation, qu'il propose de coloniser les territoires non polonais de la future Pologne à la façon prussienne. Une telle reconnaissance de la part de ces mêmes Polonais qui, pendant des dizaines d'années, ont jeté les hauts cris dans le monde entier contre ce qu'ils appelaient une mesure immorale et blâmable, a une valeur spéciale.

L'aveu franc et honnête de M. Studnicki *est que le territoire ethnographique de la Pologne incapable de former un organisme d'Etat indépendant.*

Si l'on admet la vérité de ses déclarations, toute la question de la restauration de la Pologne s'écroule. Car si le peuple polonais dans ses limites ethnographiques, donc naturelles, est incapable de créer un Etat organique capable de vivre et de se développer, ce serait un effort inutile de chercher à le faire renaître. Et si l'on se place au point de vue que le peuple polonais a le droit de demander que d'autres peuples soient sacrifiés à ses intérêts, alors les puissances qui dominent de droit et de fait le territoire polonais, sont d'autant plus autorisées à s'en servir dans leurs propres intérêts.

4° *Point de vue officiel du comité suprême national polonais.*

Le camp du conseil suprême polonais a exprimé son approbation du point de vue de l'œuvre de Studnicki, c'est-à-dire que les territoires de l'ancien royaume de Pologne arrachés à la Russie doivent former avec la Galicie un Etat organique qui ferait partie d'une confédération trialiste avec les Etats de la Monarchie des Habsbourg. C'est dans ce sens que, au mois de mars 1915, dans une conversation avec le correspondant, à Vienne, de la *Vossische Zeitung*, se déclara « un homme politique polonais bien connu, qui avait été plusieurs fois ministre autrichien et qui jusqu'à ces derniers temps avait été ministre commun », c'est-à-dire le chef actuel

du club polonais du Reichsrat de Vienne, le Dr von Bilinski. (*Vossische Zeitung*, 27 mars 1915).

Pour faire de la propagande dans les milieux allemands, le comité national polonais suprême, a fait écrire un ouvrage spécial : *Die Polnische Frage* du prof. Dr Straszewski[1].

L'auteur mentionne le programme polonais rédigé par la Russie dans la guerre actuelle et déclare, abstraction faite de la possibilité de l'exécution, qui dépend du résultat de la guerre, qu'il n'est pas acceptable au point de vue des intérêts polonais, car la Russie ne peut rétablir la Pologne que dans ses limites ethnographiques, tandis qu'elle se réserve les territoires non polonais de l'ancien royaume de Pologne.

Comme les Polonais ne veulent pas renoncer à leur domination sur ces territoires, ils ne peuvent, dans leurs efforts pour rétablir l'ancienne Pologne, que se joindre aux ennemis de la Russie ; dans ce cas, aux empires centraux.

En cas d'une telle victoire des puissances centrales sur la Russie, telle que celle-ci doive renoncer au territoire polonais, en tout ou en partie, l'auteur prévoit comme possibles trois solutions de la question polonaise :

« 1. Les territoires enlevés à la Russie seront partagés entre les deux puissances victorieuses. Ce serait un nouveau partage de la Pologne.

2. Les provinces polonaises enlevées à la Russie formeront un Etat indépendant sous le sceptre d'un Habsbourg ou d'un Hohenzollern.

3. Les territoires séparés de la Russie seront réunis à la Galicie pour former un organisme annexé à l'Autriche. (p. 71-72).

Il est tout naturel que les Polonais protestent contre la première alternative. Abstraction faite des intérêts polonais, l'auteur pense qu'une telle solution aurait pour suite un puissant renforcement du russophilisme dans tout le peuple polonais.

Quant à la création d'un Etat indépendant — comme M. Feldmann le demande — elle ne répondrait pas aux intérêts polonais, sous le prétexte que le peuple polonais serait comme auparavant morcelé, entre deux et peut-être entre quatre états, c'est-à-dire la Pologne, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et éventuellement la Russie (p. 73).

« Il me reste, dit l'auteur, la troisième combinaison. Elle consiste à annexer à l'Autriche-Hongrie les provinces prises à la Russie, lesquelles avec la Galicie formeraient un état organique. Ce serait selon mon avis, *la meilleure solution de la question polonaise, la seule correspondant aux circonstances*. Pour les Polonais

[1] *Die Polnische Frage*, par le Dr Moritz, chevalier de Straszewski, professeur ordinaire à l'université Jagellon de Cracovie, Vienne 1915, édition du comité national suprême. Naturellement nous ne pouvons considérer le contenu de cet ouvrage qu'autant qu'il touche directement notre sujet. Nous devons ajouter que cet ouvrage a été censuré à plusieurs endroits, ce qui a obscurci le point de vue politique de l'auteur.

elle serait extrêmement désirable, car le peuple polonais, réuni dans sa grande masse sous le sceptre des Habsbourg, aurait enfin une existence indépendante au point de vue national ». (p. 74).

Cette réunion de l'état polonais qui doit être établi à la Monarchie des Habsbourg, l'auteur cherche à la baser sur l'histoire, car il voit dans l'antagonisme actuel entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, la suite de l'antagonisme historique entre la Pologne et la Russie.

« La dynastie Habsbourgeoise, continue-t-il, a reçu l'héritage des Jagellons (la couronne de Bohême et de Hongrie). Mais l'idée jagellonienne était intimement liée avec l'héritage. En quoi consistait donc cette idée ? Elle consistait en une tendance consciente à réunir toutes les petites nationalités de l'Est, du Sud et du Sud-Est de l'Europe sous le sceptre d'une monarchie, dans le but de se défendre d'autant plus énergiquement contre les dangers venant des peuples conquérants de l'Asie qui menaçaient l'Europe et à assurer l'influence de la civilisation chrétienne occidentale en Orient. A l'époque des Jagellons, c'étaient les Turcs qui formaient un danger terrible pour l'Europe. Il ne s'agissait alors que de briser le joug turc. Seuls les rois de Pologne de la dynastie des Jagellons ont eu l'intuition d'un autre danger et l'ont combattu. C'est le danger du Moscovitisme. Malheureusement la dynastie des Jagellons n'a pu que partiellement et momentanément réaliser ce plan. Différentes circonstances intérieures et extérieures empêchèrent la réalisation de cette grande pensée. La pensée persista pourtant et à la mort des Jagellons, elle passa avec l'héritage à la maison des Habsbourg...

« A présent le danger turc a disparu, mais à sa place s'en est élevé un autre, beaucoup plus terrible, contre lequel les Jagellons avaient déjà combattu, c'est celui du panslavisme sous l'hégémonie du moscovitisme. Pour écarter ce danger, il n'y a qu'un moyen : la réalisation complète et intégrale de l'idée des Jagellons. Cela doit arriver grâce à la guerre actuelle. Il n'y a pas d'autre issue : ou bien l'Europe orientale, jusqu'à l'Oder, et l'Europe méridionale de l'autre côté sud du Danube jusqu'au Bosphore seront moscovites, ou bien l'idée des Jagellons, obtiendra sa complète extension sous la direction de la maison d'Habsbourg ». (p. 36-38).

L'essai du professeur polonais de persuader aux puissances centrales qu'elles sont sous la bannière d'une idée historique polonaise dans leur lutte actuelle contre la Russie, ne doit pas étonner, vu la vantardise nationale si répandue parmi les Polonais. De pareilles bases historiques ont cet avantage, qu'on peut fonder dessus tout ce qu'on veut ; M. Dmowski fonde bien le russophilisme polonais sur une mission historique mondiale de la Pologne, mission qu'elle doit accomplir en s'unissant à la Russie.

Ce qu'il y a de vrai dans cette base :

1. C'est que la dynastie des Jagellons s'efforçait de poser différentes couronnes sur la tête de ses membres, efforts qui étaient

absolument d'une nature dynastique, ce qui pourtant n'exclut pas que les suites pussent en avoir une signification historique.

2. C'est que la république polonaise, sous le sceptre de ses rois s'est annexé plusieurs peuples, *mais de façon que tous ces autres peuples étaient soumis aux Polonais.* Bref, les rapports entre le vieil état polonais et ses peuples non polonais n'étaient pas différents de ceux de l'empire des tsars et de ses peuples allogènes.

Les Polonais n'ont pas non plus d'autres buts, quand ils font appel à l'idée jagellonienne et qu'ils réclament la réunion des pays anciennement soumis à la Pologne, en un état organique dans le cadre de la monarchie habsbourgeoise à réorganiser sous une forme trialiste. Les grands mots sur une mission mondiale ne sont destinés qu'à déguiser les efforts des Polonais pour profiter de la victoire éventuelle des puissances centrales sur la Russie, afin de devenir un puissant état aux dépens d'autres peuples. Il ne faut pas s'en étonner car la Russie parle aussi de sa mission historique mondiale, de la libération des peuples, etc. sans penser à changer sa politique d'oppression et de subjection envers les nationalités. Il faut donc être au clair sur ce que cachent ces grands mots.

Après la prise de Varsovie par les allemands, le comité polonais suprême qui avait publié l'œuvre du prof. Dr Straszewski pour faire la propagande des idées ci-dessus les exposa officiellement, dans un appel rédigé par le professeur Ladislas Leopol v. Jaworski. Cet appel contient entr'autre ceci[1] :

« La raison d'état polonaise nous commande d'un côté le combat contre la Russie, et de l'autre nous montre l'état de Pologne comme le but de nos efforts et de tout travail...

« Du haut siège apostolique sont tombées des paroles de profonde sagesse. Il faut continuer avec une conscience tranquille à défendre les droits et les justes revendications des nations.»

Nous sommes certains que d'après ce haut avertissement la justice sera garantie à tous les Polonais et que tous les droits nationaux leur seront assurés.

« Ce n'est pas une politique pratique que de parler des frontières de l'état de Pologne avant la fin de la guerre. Pourtant il doit être fermement établi que *l'union du royaume indivisible de Pologne, avec la Galicie indivisible, doit former la base de la Pologne.*[2] Le partage de ces pays serait une blessure que rien ne pourrait guérir... Nous sommes certains aussi que, dans la ques-

[1] L'appel a paru en même temps dans les journaux polonais de Cracovie *Czas* et *Nowa Reforma* du 8 août 1915, et a été reproduit par d'autres journaux polonais. La presse viennoise en a donné une traduction fidèle. Nous ne considérerons que les parties de l'appel qui touchent à notre question.

[2] Nous ne sommes, cela va sans dire, nullement ennemis d'une large liberté de la presse, mais dans les circonstances actuelles, où la censure de la presse est si sévère, on doit s'étonner que le comité polonais suprême jouisse d'une liberté si grande qu'il puisse faire de la propagande en faveur d'une séparation de la Galicie

tion de la situation légale de la Pologne, on peut arriver à un arrangement avec la monarchie...»

Le comité polonais suprême a donc prononcé une parole décisive. Il réclame pour l'Etat polonais qui doit être établi, d'abord le royaume de Pologne et secondement il demande à l'Autriche de renoncer à la Galicie.

Le mot «royaume indivisible» a sa signification dans deux directions : premièrement il signifie protestations contre le partage de la Pologne entre les puissances centrales, secondement contre la separation des territoires non polonais de la Pologne. Quant à ce dernier sens, le royaume de Pologne d'après les limites fixées au congrès de Vienne, comprend aussi un territoire lithuanien (dans le gouvernement de Suwalki) et un territoire ukranien qui, il y a quelques années, en a été séparé pour former le gouvernement de Kholm ; dans un sens plus étendu, c'est une protestation contre toute séparation de l'Etat à créer, de toutes provinces ayant appartenu au royaume de Pologne et qui ont été conquises par la Russie.

Les mots «Galicie indivisible» ont la même signification. La Galicie actuelle a été formée de deux parties historiquement et nationalement différentes, une plus petite partie polonaise, la Galicie occidentale, et une partie ukranienne deux fois plus grande (en Galicie orientale) qui formait le royaume de Halytch-Volhynie (Galicie-Lodomérie). Le peuple ukranien demande que la Galicie soit divisée en ses parties naturelles historiques et nationales et qu'on forme avec la partie ukranienne un Etat spécial dans le cadre des pays autonomes de l'Autriche, tandis que les Polonais prétendent que la partie ukranienne de la Galicie, parce qu'après la perte de son indépendance comme Etat elle a été soumise à la Pologne, doit former avec les territoires polonais un pays polonais indivisible.[1] Il faudrait d'abord que l'Autriche séparât ce pays polonais indivisible et le donnât à l'Etat polonais qui est à fonder. Le conseil polonais suprême proteste violemment contre l'accomplissement éventuel des revendications ukraniennes par l'Autriche. Il faut, selon lui, que l'Autriche livre à la Pologne future non seulement la partie polonaise de la Galicie, mais aussi la partie ukranienne.

Ainsi les Ukraniens, ceux de Russie aussi bien que ceux d'Autriche, parce qu'ils ont été une fois soumis à la Pologne, doivent l'être de nouveau à la Pologne que les puissances centrales doivent rétablir.

de l'Autriche. Par une telle propagande on entreprend pourtant quelque chose qui tend au démembrement d'une partie de l'Etat comme s'exprime le code pénal en qualifiant cette action de crime de haute trahison. Par contre il faut bien se rendre compte que les journaux ukraniens ne peuvent pas du tout exprimer leur *desideratum* de voir la Galicie séparée en deux ; cela prouve que la censure de la presse en Autriche protège bien plus les intérêts russes que les intérêts autrichiens.

[1] Voir pour plus de détails l'œuvre déjà citée. Die Schaffung einer ukrainischen Provinz in Oesterreich.

Tout en réclamant la domination sur d'autres peuples, le conseil suprême ose en appeler aux paroles du pape sur les droits et les justes réclamations des nations, en ce sens que la justice doit être accordée aux Polonais et que leurs droits nationaux doivent être assurés.

Ainsi rendre la justice aux Polonais et leur assurer leurs droits nationaux cela veut dire : soumettre d'autres peuples à leur domination. C'est ce que le suprême conseil polonais a demandé officiellement aux puissances centrales, les menaçant tout franchement d'une haine invétérée de la part du peuple polonais si ces demandes n'étaient pas accueillies. Il est bien dit : « Un partage de ces pays serait une blessure que rien ne pourrait guérir ».

III. — La Morale des revendications polonaises.

« La liberté des nations », « la libération des peuples opprimés » c'est un mot d'ordre fort usuel et dont on abuse dans cette guerre mondiale. On parle de la libération des peuples opprimés par la Russie dans le camp des empires centraux, mais la quadruple Entente déclare aussi qu'elle combat pour la délivrance des peuples opprimés. Il s'agit donc de savoir qui a le droit de se servir de ce mot d'ordre.

Alors, le suprême comité polonais paraît et tout en faisant appel au mot d'ordre de libération des nations opprimées, au principe de la liberté nationale, sous le couvert de ces grands mots, il met en avant des prétentions dignes de la liberté libératrice du gouvernement tzariste.

De vastes territoires, beaucoup plus vastes que la Pologne elle-même, des territoires habités par des peuples qui considèrent avec raison les Polonais comme leurs oppresseurs et leurs ennemis historiques, dans lesquels l'élément polonais ne forme qu'une minorité insignifiante qui tend même à disparaître, doivent être séparés de la Russie par les puissances centrales, non pour délivrer des peuples étouffant dans la servitude russe, non pour leur assurer un libre développement de leur caractère national, mais dans le but de les soumettre misérablement à une autre domination ; la domination de la Pologne qu'on va ressusciter et sous l'esclavage de laquelle ils ont déjà souffert pendant des siècles et dont ils voient encore les traces dans toute leur vie nationale. On voudrait donc construire une nouvelle « prison des peuples », mais cette fois sous des couleurs polonaises, où les Ukraniens, les Russiens-blancs, les Lithuaniens et d'autres peuples habitant dans ces territoires comme les Allemands, les Juifs continueraient à étouffer comme ils le font à présent en Russie, simplement pour que les Polonais puissent devenir une puissance en Europe.

C'est pour cela que les puissances centrales doivent aider les Polonais par leurs victoires qui sont aussi achetées par du sang

ukranien. C'est pour cela que le peuple ukranien doit non seulement être délivré du joug tzariste, mais du régime constitutionnel autrichien — pour passer sous le joug polonais !

Lorsque l'on a sous les yeux ces prétentions des Polonais dans toute leur nudité, ces mots viennent involontairement à la pensée : *Qui menace la liberté d'autrui, a renoncé au droit de sa propre liberté...*

IV. — Le point de vue ukranien.

Il nous reste à exposer le point de vue ukranien à propos des prétentions polonaises dont il s'agit ci-dessus.

Il a déjà été développé dans de nombreux écrits ainsi que dans l'explication — programme du conseil national général ukranien en date du 12 mai 1915. Il suffit donc d'indiquer que le peuple ukranien d'Autriche requiert une autonomie nationale ukranienne dans le cadre de la constitution autrichienne et dans les territoires ukraniens détachés de la Russie, la formation d'un Etat organique ukranien.

La subjection des territoires ukraniens non seulement de la Russie mais aussi de l'Autriche à un Etat polonais qui doit se fonder, subjection réclamée par les Polonais, serait pour les Ukraniens exactement la même chose que l'ancien royaume de Pologne ou l'empire actuel des tzars.

Nous considérons donc que c'est notre devoir de protester de toute notre énergie auprès de tous les corps politiques de l'Europe contre les plans polonais. Celui que connaît l'oppression séculaire du peuple ukranien par le royaume de Pologne et aussi par l'hégémonie polonaise en Galicie n'a pas besoin d'autres preuves que le peuple ukranien ne pourra jamais consentir à appartenir à un Etat polonais.

Envers la Pologne comme envers la Russie, le point de vue ukranien, c'est que leur domination n'est pas compatible avec la liberté, le développement, l'avenir, du peuple ukranien.

Sans vouloir anticiper l'avenir, il faut pourtant établir que seule répondra aux intérêts des peuples ukraniens la politique qui le protégera contre la subjection à la Russie et contre les tendances qui veulent le mettre sous la dépendance de la Pologne et que la seule politique possible c'est celle qui réalisera pour les Ukraniens l'idéal de la Liberté.

V. K.

Les aspirations des Polonais devant l'opinion publique française.

La solution de la question polonaise dépendra naturellement, des Etats qui seront en possession du territoire polonais et qui y seront directement intéressés. Ces Etats sont la Russie, l'Autriche et l'Allemagne ; et les Polonais, avec leur habileté ordinaire cherchent à influencer en leur faveur les gouvernements et l'opinion publique de ces empires. Les publicistes polonais accablent les journaux hongrois et allemands d'articles, de brochures où ils présentent leurs revendications nationales et leurs plans. En même temps les représentants polonais en Autriche et en Allemagne s'efforcent sans relâche d'influencer les cercles gouvernementaux pour assurer la réalisation de leur idée nationaliste, selon les circonstances.

Les Polonais n'ont pas dédaigné même d'agir sur l'opinion populaire en France, quoique ce pays n'ait pas d'intérêt direct en Pologne. Depuis bien des mois, on a publié en français une masse de livres et de brochures qui présentent les différentes faces de la question, au point de vue polonais et en faisant de la propagande en faveur de la restauration de la Pologne historique.

Nous allons attirer l'attention sur quelques unes de ces œuvres, les plus importantes.

Les empires qui se sont partagés les territoires de l'ancienne république polonaise ne sont pas seuls intéressés dans la solution de cette question, elle est vitale aussi pour les peuples non polonais qui habitent ces territoires et qui à présent ont pris conscience de leur nationalité et réclament les mêmes droits que les Polonais, c'est-à-dire celui d'être les maîtres de leur propre pays. Cependant les Polonais, fidèles à leurs principes oppresseurs, refusent à ces anciens sujets les droits qui doivent leur appartenir.

On voit surtout paraître ces pensées de conquête depuis que la guerre mondiale a fait naître chez les Polonais l'espérance de leur indépendance. M. Joseph Lipkovski dans un grand ouvrage[1] sur la question polonaise, en français et en anglais, s'efforce de délimiter la frontière orientale de l'Etat polonais futur et il dit : « De ce côté (est) l'élément polonais pur, voisine en effet avec des peuples qui pendant des siècles ont été liés à la Pologne d'une façon ininterrompue depuis 1381 jusqu'en 1795. » (Page 71.)

« Il ne faudrait pas croire que nous nous désintéressons complètement des Ruthènes (Ukraniens). Bien au contraire ! On n'efface pas d'un trait de plume cinq siècles d'histoire commune

[1] Joseph de Lipkovski. — La question polonaise et les Slaves de l'Europe centrale. Paris 1915.

et en dehors de l'intérêt moral nous avons en Ruthénie un intérêt économique de tout premier ordre. Il ne faut pas, en effet, perdre de vue que dans ce vaste pays, depuis les Karpathes jusqu'au Dnieper, les Polonais possèdent encore actuellement environ la moitié des terres qui constituent la grande propriété foncière, c'est-à-dire à peu près le quart du sol. » (page 77).

« Si nous n'avons plus la prétention de jouer dans ce pays un rôle politique prépondérant, nous avons néanmoins le droit, et même le devoir, de prendre une part importante dans la vie économique et dans l'évolution sociale de ces vastes contrées. » (pages 77-79.)

Le point de vue de Lipkovski à l'égard des Ukraniens est parfaitement clair, nullement ambigu. Les territoires ukraniens qui ont anciennement été soumis à la Pologne doivent appartenir à la Pologne restaurée. Pourtant M. Lipkovski ne s'aveugle pas sur les difficultés que présente la résurrection de la Pologne historique. Cette difficulté est de deux genres.

Avant tout la Russie dans son intérêt économique, politique et national ne veut à aucun prix céder un pouce de terre ukranienne. De cette manière, les partisans de la Pologne « de la Mer Noire à la Baltique » se heurtent à l'opposition de la Russie, à l'égard de laquelle M. Lipkovski est prêt à des concessions très grandes.

La seconde difficulté, selon l'aveu de l'auteur, consiste en ce que les Ukraniens ont su et savent encore repousser énergiquement toute agression contre leur type national. Ils ne se prêtent pas à la dénationalisation, ni en faveur des Polonais, ni en celle des Russes, et à ce propos M. Lipkovski fait à l'ancienne république polonaise des reproches amers.

Malgré des siècles d'histoire commune les Polonais n'ont pas su s'assimiler les Ukraniens. « Est-ce le résultat de l'indifférence ou de de la tolérance? ou plutôt d'un manque de clairvoyance politique? En tout cas le résultat n'en est pas moins indéniable ». (page 77). Ce sont ses propres termes. Bref, d'un côté cinq cents ans de vie commune, pendant lesquels le gouvernement a mis en usage toutes les mesures possibles pour vaincre la résistance du peuple ukranien, par exemple, la colonisation des territoires ukraniens par des Polonais, l'union avec Rome par laquelle on voulait rapprocher la religion orthodoxe des Ukraniens du catholicisme régnant en Pologne, etc. et tout cela conduisit à un fiasco complet, incompréhensible selon les Polonais.

Il est intéressant de remarquer qu'un semblable « testimonium paupertatis » est délivré à la culture polonaise en Ukraine par d'autres publicistes polonais, comme par exemple l'auteur anonyme qui signe « Un Polonais de Poznanie » dans sa brochure *La question polonaise* (Lausanne 1915 page 60). En parlant de la Galicie orientale, peuplée d'Ukraniens et gouvernée jusqu'ici par les Polonais, il reconnaît : qu'il ne peut faire l'ombre d'un doute

que dans un avenir assez proche, de toute façon, la Galicie orientale était virtuellement perdue pour nous et que Léopol (Lvov) elle-même serait devenue la capitale de la population ukranienne. » Et plus loin l'auteur poznanien affirme que les Ukraniens désirent ne rien avoir à faire avec les Polonais et qu'au contraire ils leur sont entièrement hostiles (page 53).

Il n'y a pas de doute que l'appétit polonais pour les terres ukraniennes est bien grand, mais que faire? si les Ukraniens les forcent à renoncer même à Lvov où se réunit le « seul parlement (seïme) polonais » comme les Polonais aiment à s'exprimer.

Où donc chercher la solution de l'énigme, pourquoi les Ukraniens sont-ils si hostiles aux tendances polonaises et repoussent-ils si énergiquement la culture polonaise? Les Polonais n'aiment pas à étudier cette question, parce que la réponse jetterait de la lumière sur le régime qui régnait dans le gouvernement de la république sous l'influence de la noblesse polonaise, à l'égard des Ukraniens, c'est-à-dire l'esclavage politique et social dans lequel la république tenait ses sujets ukraniens et que les Polonais actuels voudraient rétablir immédiatement et pour l'avenir, s'ils le pouvaient.

Un pareil état de choses a conduit la Pologne à une anarchie complète, civile et gouvernementale, dangereuse pour les oppresseurs eux-mêmes et pour le pays. A partir de la seconde moitié du XVIe siècle, les patriotes polonais, parmi lesquels on remarque surtout Petro Skarga, en vain firent voir le danger pour la république de l'anarchie qui y régnait.

Les publicistes polonais de notre temps se taisent sur ce point ou bien cherchent à l'éclairer d'un jour favorable et à justifier cette triste situation de l'histoire de la république. Cette tâche ingrate a été acceptée par M. Kucharzewski[1].

« Il ne faut pas oublier que la période de l'histoire polonaise d'où l'on peut extraire des faits et des symptômes d'anarchie gouvernementale fut relativement courte. Elle commence à la moitié du XVIIe siècle et ne dure pas plus d'une centaine d'années. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle se dessine déjà nettement le courant réformateur, qui n'a pas abouti au salut de l'Etat, car la réforme principale du gouvernement fut rendue vaine par l'intervention étrangère.

Jusqu'à la mort de Ladislas IV Waza (1648), malgré l'affaiblissement déjà sensible du pouvoir royal, la Pologne était un Etat puissant qui tenait en respect les nations voisines ; elle était certainement l'Etat le plus fort de l'Europe orientale ».

Et à la page 13, l'auteur se plaint : « En fixant le regard sur cette époque, en généralisant son caractère anarchique et en l'attribuant à l'histoire polonaise en général, on a le tort d'oublier la longue et brillante époque de son épanouissement et de sa floraison ».

[1] Jan Kucharzewski. *Réflexions sur le problème polonais*. Lausanne 1915, page 91.

Pour montrer avec quelle véracité et quelle impartialité Kucharzewski apprécie l'anarchie polonaise, qui aurait commencé, selon lui, au milieu du XVIIe siècle, rappelons les faits suivants. Déjà en 1590 Skarga nommé ci-dessus, aumônier du roi Sigismond III croit devoir dire, dans une de ses œuvres dédiée au roi : « Polska nierzadem stoi » (Le régime polonais est basé sur l'anarchie). Longtemps avant Skarga, Nicolas Rej de Naglowice,[1] avait déjà averti sérieusement que la république roulait vers la décadence.

Mais ce qui le montre encore mieux, ce sont les paroles du roi Vladislav IV, prononcées devant une députation de cosaques qui se plaignaient de la position intolérable du peuple ukranien. « Mais vous êtes chevaliers, vous avez des armes, des épées, défendez vous-même votre liberté. Ne vous reposez pas sur moi, je ne puis vous aider ».

Ainsi dans la république polonaise, au commencement du XVIIe siècle, le roi lui-même recommandait à ses sujets comme seul moyen d'éviter l'arbitraire et la tyrannie, la résistance armée. Est-ce que ce n'est pas un exemple classique d'anarchie. Mais M. Kucharzewski considère que c'est plus commode de faire commencer l'anarchie à partir de 1648. Il affirme que « ce serait exagéré de caractériser la seconde moitié du XVIIe siècle, comme une époque d'anarchie pure et simple » et il cherche à faire tomber la culpabilité sur les ennemis extérieurs qui ont affaibli le gouvernement.

Nous répétons que M. Kucharzewski et les autres trouvent plus commode de passer sous silence les causes et même les faits de l'anarchie qui régnait dans la république polonaise et qui pesait particulièrement sur les sujets non polonais. C'est surtout commode et même indispensable dans ce moment-ci, où il faut préparer le monde à l'apparition sur l'arène politique de la Pologne historique restaurée, avec la subjection de ces anciennes vassales l'Ukraine, la Russie-Blanche et la Lithuanie.

Quant aux relations entre les Polonais et les Ukraniens, les conclusions de M. Ladislas Studnicki[2] éminent publiciste polonais, sont caractéristiques et fort intéressantes. M. Studnicki ne refuse pas aux Ukraniens le droit à leur propre culture nationale indépendante, mais se basant sur le concept de la Pologne historique, il assure que l'Ukraine doit appartenir à l'Etat polonais. Les territoires ukraniens, remarque justement l'auteur, ont toujours été une pomme de discorde entre la Russie et la Pologne. C'est pourquoi il cherche un compromis avec les tendances de la Russie pour laquelle la conquête de la Galicie orientable est extrêmement pré-

[1] Plaintes générales de tout le royaume sur les désordres dans notre vie politique 1507.

[2] Ladislas Studnicki : 1. *Raison d'Etat de la Roumanie et la cause polonaise.* 2. *Raison d'Etat de l'Italie et la cause polonaise.* Ces deux brochures ont paru à Lausanne en 1915.

cieuse, et les désirs des Polonais qui ne veulent à aucun prix lâcher ce pays où ils sont les maîtres à présent.

M. Studnicki ne se gêne pas pour faire de la partie ukranienne de la Galicie un sujet de marchandage. Dans ce but il demande à la Russie un prix aussi élevé que possible, montrant quelle perte énorme les Polonais feraient en renonçant à leurs prétentions sur la Galicie orientale et indiquant la grande importance pour la Russie de ce pays au point de vue stratégique et politique : « La Galicie occidentale (avec population polonaise) privée de la Galicie orientale, ne pouvait pas même être envisagée comme un demi-Piémont... La Pologne ne se consolerait pas de la perte de Léopol (Lvov) une des villes dont l'âme est peut-être l'une des plus patriotiques ». (Raison d'Etat de la Roumanie, pages 22-23.)

D'un autre côté l'auteur consacre toute une partie de son œuvre à l'importance de la conquête de la Galicie par les Russes. « La Galicie orientale exerce une influence importante sur l'Ukraine russe. Le désir d'anéantir le germe de la nationalité ukranienne impose aux nationalistes russes la nécessité de la conquête de la Galicie orientale. Le gouvernement russe a préparé depuis quelques années le peuple russe à l'idée de la guerre avec l'Autriche-Hongrie... La Russie désire l'annexion de la Galicie orientale, par le fait de sa position géographique... Etant maîtresse des passages des Karpates, la Russie y exercerait après une guerre victorieuse une influence encore plus forte sur la grande quantité de Slaves en Hongrie, elle se remettrait aisément à mener une action en vue d'une seconde guerre qui aurait pour but d'atteindre l'Adriatique ». (Pages 7-8.)

Ici M. Studnicki nous fait voir son jeu. Il regarde la Galicie comme un trop bon morceau pour la Russie qui obtiendrait ainsi une étape importante dans sa marche vers la péninsule balkanique. Le prix que M. Studnicki fixe à la Russie pour l'abandon de la Galicie orientale, ne saurait passer pour modeste. La Russie dans son projet, devrait consentir à la restauration d'une Pologne indépendante et lui faire cession outre les territoires ethnologiquement polonais, aussi des gouvernements de Vilna, de Grodna, de Kovna, d'une partie du gouvernement de Minsk et de la Courlande.

Ce trafic proposé par Studnicki se conclurait naturellement aux dépens des Ukraniens, qui, en perdant la Galicie, perdraient du même coup toute possibilité de développer leur culture, leurs institutions nationales, et que la Russie aurait tôt fait d'écraser sous ses talons.

Ce ne sont pas seulement les écrivains polonais qui voudraient annexer les territoires ukraniens à leur futur Etat, mais même des publicistes étrangers. C'est à ceux-ci qu'appartient l'auteur anonyme de la brochure « *La Paix que nous devons faire* ». Les éditeurs Boivin et Cie recommandent l'auteur en ces termes : « Homme d'âge et partant d'expérience, ayant visité la

plupart des pays dont il est question, écrivain connu et patriote éclairé, ayant de nombreuses attaches dans le monde de la politique et de la diplomatie, l'auteur parle en homme averti et consciencieux de choses qu'il connaît ; — un coup d'œil jeté sur les pages qui suivent suffira pour le montrer ». [1]

Devant nous donc nous avons un projet écrit par un politique ou un diplomate bien documenté et qui sait peser ses paroles, à en juger par ce volume, probablement un Français. Tout un chapitre de son opuscule est consacré à la Restauration de la Pologne. En délimitant les frontières de ce futur Etat, l'auteur dit à propos des territoires ukraniens, polonais et lithuaniens faisant partie actuellement de la Russie :

« La Pologne russe proprement dite contient 127.320 kilomètres et 12.467.300 habitants. C'est le morceau principal du royaume dépecé en 1772. A ce morceau, certains statisticiens ajoutent, comme domaines appartenant à la Pologne, les pays Lithuaniens et Ruthènes, plus la Courlande, comprenant ensemble 498.618 kilomètres carrés et habités par 23.794.300 âmes. Ils se basent sur des raisons historiques, ethniques et linguistiques. La langue ruthène que parlent douze millions d'hommes, disent-ils, est beaucoup plus voisine du polonais que du russe ; les Ruthènes se sont unis de leur plein gré à la Pologne à la fin du XIVe siècle. Leur civilisation, comme celle des Lithuaniens, — qui sont encore 1 million et demi et qui parlent une langue non slave aussi étrangère au polonais qu'au russe, — est absolument polonaise. Ils doivent donc être tous réunis au royaume de Pologne reconstitué qui, en se grossissant de ces 24 millions de Ruthènes, de Lithuaniens et de Courlandais, deviendrait, avec ses annexes prises à l'Autriche et à l'Allemagne, une des plus grandes puissances de l'Europe. » (Page 53.)

D'après cela on voit que l'auteur partage le point de vue ordinaire des Polonais sur les limites de la Pologne reconstituée. Ces limites correspondent en trait général avec la Pologne historique. De cette façon les Polonais au nombre de 12 millions et demi, dispersés sur 127.000 kilomètres carrés devraient avoir sous leur domination les Ukraniens, les Lithuaniens et des Lettons qui formeraient dans cette Pologne projetée une majorité de population, et sur une étendue quatre fois plus grande que le territoire purement polonais. En outre, l'auteur ne dit pas un mot de garanties de la liberté et de la culture nationales, sans parler de la liberté politique pour ces allogènes non polonais. Il est clair que ces peuples seraient voués à la dénationalisation, ils devraient disparaître en tant que nationalité et ne serviraient plus qu'à fertiliser la civilisation polonaise et à l'expansion économique en orient.

[1] *La Paix que nous devons faire*. Le remaniement de l'Europe, accompagné de deux cartes. Paris — Lausanne 1915.

La seule justification de ces visées qu'apporte l'auteur anonyme, c'est l'indication erronée que la civilisation de l'Ukraine et de la Lithuanie porte un caractère polonais ! Sans chercher à présent à prouver la fausseté de cet argument, nous n'avons qu'à rappeler les opinions de M. Lipkowski et du Polonais de Poznanie cités ci-dessus, qui ont eu la franchise de reconnaître que malgré des siècles de domination la Pologne n'a pas su imposer sa civilisation aux peuples qui lui étaient soumis, et au contraire qu'elle a excité en eux l'hostilité et la méfiance.

C'est un fait bien connu que sous le régime constitutionnel de l'Autriche, la diète de Galicie et le Reischsrat de Vienne n'ont jamais cessé d'être l'arène d'une lutte opiniâtre entre les Polonais et les Ruthènes. Tout politicien impartial sait que dans cette lutte les représentants des Ukraniens d'Autriche n'ont jamais pris l'offensive et qu'ils ont toujours mis en avant des revendications très modérées, en s'efforçant d'assurer à leurs concitoyens seulement des garanties élémentaires de leur développement intellectuel, économique et politique.

Il est vrai que l'auteur du volume en question *(La Paix que nous devons faire)* avoue que les prétentions des Polonais sont exagérées ; mais pourquoi ? Parce que l'appétit des Polonais pour l'annexion des territoires russes à la future Pologne, se heurte à la volonté inébranlable du gouvernement russe qui ne veut à aucun prix renoncer, au profit de la Pologne, à ses meilleures possessions.

Il en est tout autrement pour les Ukraniens qui se trouvent soumis à l'Autriche, avec laquelle l'auteur ne veut pas même compter. D'après une des cartes jointes à l'ouvrage, nous voyons que la Pologne doit recevoir toute la Galicie centrale et occidentale et le Nord de la Bukovine jusqu'à Tchernovitz, c'est-à-dire les territoires autrichiens peuplés par les Ukraniens.

La paix qui sera signée après la guerre mondiale doit, selon l'auteur, établir fermement en Europe le principe des nationalités. Nous demandons donc si c'est se conformer à ce principe que de livrer à l'hégémonie polonaise plus de quatre millions d'Ukraniens résidant en Galicie et en Bukovine.

Nous recommanderons, quelque étrange que cela puisse paraître, l'œuvre du Polonais Lempicki, député à la Douma d'Empire, à tous ceux qui répètent des phrases toutes faites sur le principe national et la réconciliation des peuples, et surtout aux Polonais, qui, quoique n'ayant pas encore la liberté, rêvent déjà d'asservir d'autres peuples. Cet auteur est, je crois, le seul dont les œuvres sur la Pologne[1] ne montre pas d'intentions agressives envers d'autres peuples et qui ait posé raisonnablement la question de la paix en Europe.

« Pour l'équilibre et la paix durables de l'Europe, la création d'un tel état polonais n'est pas suffisante ; il y faut, le long de la

[1] Michel Lempicki. *Grand problème international*. Lausanne 1915, in-8, p. 107.

ligne géographique entre l'Occident et l'Orient, tout un rang d'états-tampons, libres mais en même temps unis entre eux pour représenter une force politique indépendante et non un jouet entre les mains de ses voisins. Autrement dit une fédération de peuples autonomes : Polonais, Lithuaniens, Ruthènes, Blancs-Russes, Esthes, Lethes, Finlandais est nécessaire, une union politique des diverses nationalités dont l'existence est aujourd'hui menacée, délivrées et liées pour l'avenir, par l'intérêt commun et vital de conserver leur individualité, possédant en même temps les ressources et les forces pour la défendre et la développer ; la fédération des peuples n'est jamais agressive et ne peut pas être redoutable à ses voisins ; tout au contraire un pareil état fédératif, constitué entre l'occident et l'orient de l'Europe, comptant plus de 50 millions, s'appuyant au nord et au sud sur les côtes de la mer Baltique et de la mer Noire, formerait une barrière protectrice pour l'Occident et deviendrait un agent important de la paix universelle et de la civilisation. » (Page 92.)

Malheureusement ces pensées se rencontrent rarement chez les politiciens des Etats européens, et elles n'existent pas du tout parmi les rangs de la société polonaise[2].

Nous avons examiné les principales publications en français (à l'exclusion des périodiques) consacrées à la question polonaise. De la part des Ukraniens il ne peut y avoir qu'une réponse aux prétentions polonaises c'est : « A bas les pattes ! »

Il faut qu'une fois pour toutes les Polonais chassent de leur cerveau l'idée que leur bien-être national puisse être créé par la subjection des Ukraniens à la Pologne. S'ils veulent réellement assurer à l'avenir la réalisation de leurs aspirations nationalistes, ils verront bien que la voie pour y arriver, n'est pas par-dessus les cadavres des Ukraniens et des peuples voisins.

Le peuple ukranien ne permettra pas que son rôle historique se termine en formant un fertilisateur pour la culture polonaise et les intérêts de la Pologne.

La nation ukranienne, dans son glorieux passé et dans les pénibles circonstances de son existence dans l'histoire contemporaine a donné assez de preuves de la grande importance de sa civilisation millenaire pour mériter une autre situation dans la famille des peuples européens. Si la Pologne est destinée à renaître, ses confins et son organisation intérieure ne doivent pas contenir des germes d'une décadence prochaine et inévitable. C'est ce qui arriverait sans aucun doute, si l'on incorporait à la Pologne restaurée d'autres peuples qui, non moins que les Polonais, méritent leur indépendance et qui peut-être y ont plus de droits que les Polonais eux-mêmes.

[2] Voir *Revue ukranienne*, N° 4-5, pages 22-25.

LIBRARY
MAY
14
1979
UNIVERSITY
OF TORONTO

LA REVUE UKRANIENNE

Paraît tous les mois.

Publiée par le Comité Ukranien

Directeur **Eugène Batchinsky**

Rédaction et administration : LAUSANNE (Suisse), Chemin de Mornex, 17
Téléphone 43.92

Abonnements : ÉTRANGER : 18 fr. ; SUISSE : 15 fr. Prix du numéro : **1 fr. 50.**

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX : II. 906.

ÉDITIONS DE LA REVUE UKRANIENNE

1. — N. KOSTOMAROFF. Deux nationalités russes . . . . . Fr. 0.80
2. — A. SEELIEB. L'Ukraine et les Ukraniens, *illustré* . . . . . " 2.—
3. — Dr M. LOZYNSKY. Comment les Polonais comprennent leur liberté. " 1.—

EN PRÉPARATION :

4. — Comment la Russie a libéré la "Galicie opprimée".
5. — Les territoires ukraniens de Russie occupés par les Austro-Allemands.
6. — Ce que les Ukraniens attendent de la guerre.

Lausanne. Imp. coopérative La Concorde

Prix : **1 fr.**

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

BRIEF
DKA
0009313

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 09 10 18 06 003 2